

Créer une Bibliothèque de l'Entreprise à l'île de La Réunion

**Volume 2 : Étude de préfiguration pour la Bibliothèque
de l'Entreprise**

Aurélie DARBOUR

Sous la direction de Stéphane BASSINET
Directeur du SCD de Valenciennes

Toute reproduction sans accord express de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

Aurélie Darbour
Conservateur des bibliothèques stagiaire au SCD de l'UR
Novembre 2004

BIBLIOTHÈQUE DE L'ENTREPRISE

ÉTUDE DE PRÉFIGURATION

Sommaire

INTRODUCTION	6
PARTIE 1 LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE	9
1. CARTE D'IDENTITÉ DE LA BIBLIOTHÈQUE	9
2. LES PUBLICS	11
2.1. <i>Publics de l'Université</i>	11
2.2. <i>Publics hors université</i>	12
3. LES COLLECTIONS	13
3.1. <i>Le plan de classement</i>	13
3.2. <i>Évaluation des coût des acquisitions</i>	13
3.3. <i>Note accompagnant le plan des collections</i>	17
3.4. <i>Détail pour quelques titres</i>	21
4. ACCESSIBILITÉ ET SERVICES AUX LECTEURS.....	24
4.1. <i>Accessibilité</i>	24
4.2. <i>Services</i>	25
5. PERSONNEL	27
5.1. <i>Nombre et qualité</i>	27
5.2. <i>Tâches du personnel</i>	27
5.3. <i>Compétences requises pour le responsable de cette bibliothèque</i>	29
6. LES TÂCHES PRÉPARATOIRES ET LE CALENDRIER.....	30
6.1. <i>Constitution d'un groupe de projet</i>	30
6.2. <i>Calendrier</i>	31
7. CAMPAGNE DE COMMUNICATION	31
7.1. <i>Communication auprès des étudiants</i>	31
7.2. <i>Communication auprès des entreprises</i>	32
7.3. <i>Communication auprès des institutions hors monde de l'entreprise</i> ...	32
PARTIE 2 : LES COMPTE-RENDUS D'ENTRETIENS ET DE VISITES.....	33
1. UNIVERSITÉ.....	33
Centre de documentation de l'IUT de Saint-Pierre.....	33
10 ^e anniversaire des implantations du Sud de l'Université	36

IUT de Saint-Pierre.....	36
DIPAL	40
IAE	41
Conférence de presse à la sortie du CDROM séminaire Océan Indien	43
Projet de cyclotron.....	44
Service valorisation de la recherche, Université.....	46
2. 2. ORGANISMES EXTÉRIEURS À L'UNIVERSITÉ	48
CRIE, CCI, Ludovic Serre	50
INSEE	60
ANVAR.....	63
DRRT	65
CPI Paul Hibon.....	66
TABLE DES ANNEXES	I

Introduction

Origine et évolution du projet

L'idée d'une Bibliothèque de l'Entreprise est admise déjà de puis plusieurs années officiellement au sein de l'Université. Le projet a été pris en compte dans le dernier contrat quadriennal 2002-2005 (annexe 1). Cette bibliothèque s'insère dans l'objectif de « fertilisation croisée » qui constitue le concept moteur de l'ensemble de la Technopole et qui est incarné par le Centre de ressources, au sein duquel se trouvera la bibliothèque (pour des détails sur le centre de ressources, voir annexes 2 et 3)

Une première évaluation préalable avait été élaborée par le directeur du SCD avec la DIPAL et la CINOR (annexe 4). Des partenaires comme la CCI et en particulier ses services de documentation se sont déclarés participants.

Un poste de bibliothécaire a été demandé pour la rentrée universitaire 2005.

Sur le plan strictement matériel, l'espace pour accueillir cette bibliothèque est inclus dans le bâtiment du Centre de ressources qui doit être construit sur la Technopole.

Aujourd'hui, toutes les conditions étant réunies, la réalisation n'est plus qu'une question de temps : dès que la construction aura commencé, toute la mise en place pourra se dérouler ¹. En prévision de l'ouverture de cette bibliothèque, qui ne saurait donc tarder, il convient que le SCD demande dès à présent des crédits pour l'achat des collections et l'installation.

Objectifs et intérêt d'un tel centre de documentation

fertilisation croisée

mettre en place un réseau documentaire avec tout ce qui existe déjà. Mutualiser les ressources

vitrine régionale zone océan indien

¹ Au moment de la rédaction de cette étude, c'est-à-dire en novembre 2004, l'appel d'offre a été lancé mais il est infructueux car les entreprises proposent des tarifs excédant l'enveloppe. Le problème est général dans le bâtiment actuellement, mais semble-t-il tout à fait conjoncturel en raison d'une hausse soudaine du prix de l'acier.

Mission confiée par le directeur du SCD

Mme Blanc a souhaité qu'un stagiaire ENSSIB travaille pendant trois mois à la préfiguration du projet. Il y avait deux objectifs principaux :

- Faire avancer la construction du projet, en éclaircissant le profil de la future bibliothèque
- Assurer la communication à l'extérieur du SCD et préparer les partenariats

Démarche adoptée - sources

Étude de l'offre existante dans ce domaine : stage de deux semaines au département PRISME à la Bnf, auprès de la responsable Mme Yon-Cassat la demande de Mme Blanc. Visite aussi de l'Infothèque Léonard de Vinci et de la BPI. En annexe se trouvent les plans de classement adoptés par ces bibliothèques et des listes de titres de périodiques.

Prospective : étude des publics futurs et de leurs besoins. Après avoir épuisé toutes les sources papiers et en ligne disponibles, concernant l'Université principalement, la démarche a été de rencontrer tous les interlocuteurs susceptibles d'être utilisateurs ou en contact avec les utilisateurs, tant du côté universitaire que du côté du monde de l'entreprise. Ces entretiens ont permis de répondre en même temps au second objectif : en effet chaque entretien avait pour but à la fois de recueillir informations, conseils et idées, et de présenter le projet à des interlocuteurs susceptibles d'être partenaires.

Propositions pour l'organisation de la bibliothèque : collections, services au lecteur, personnel, communication externe

Ordre de présentation des résultats

La synthèse des sources documentaires et des entretiens m'a permis d'élaborer des propositions pour l'organisation de la bibliothèque. Il s'agit de documents pratiques, bibliothéconomiques, directement utilisables par le futur responsable de cette bibliothèque lorsqu'il devra établir le plan de développement des collections, faire le choix d'un plan de classement, proposer une liste de services à l'utilisateur. Ce sont donc ces résultats que je présente en premier. Ils sont suivis de l'intégralité des compte-rendu d'entretien, classés en deux lots : les interlocuteurs dans

l'Université et les organismes extérieurs à l'Université. Enfin sont jointes les annexes, qui sont une sélection des documents les plus importants recueillis. Le reste de la documentation papier recueillie au cours des entretiens est jointe à part.

Partie 1 Les résultats de l'étude

1. Carte d'identité de la bibliothèque

Statut

Bibliothèque universitaire, associée au SCD.

Partenariat probable avec des organismes privés comme la CCI : une convention est à élaborer.

Publics

Universitaire

Monde de l'entreprise

Tout public extérieur

Locaux

Centre de ressources, dans la Technopole, proche du PTU et du cyclotron.

Accessibilité

Journée continue du lundi au vendredi

Entrée libre

Inscription payante pour accéder aux ressources électroniques

Catalogue en ligne

Page web comportant toutes les informations

Personnel

Un bibliothécaire

Un professionnel de la documentation et de la veille technologique et stratégique

Du personnel de magasinage

Collections

Contenu : information économique, juridique, financière ; secteurs d'activité de la Technopole et de l'île

Langues : français et anglais

Aspect chronologique : information récente et actuelle, pas d'archives

Aspect géographique : île de La Réunion ; Océan Indien ; monde

Supports : en grande partie électronique

Prix : le coût des ouvrages et des périodiques est élevé. Celui des abonnements électroniques encore plus, mais une partie est déjà souscrite par le SCD

Nombre d'exemplaires : unique, dans la mesure où il n'y a pas de prêt

Périodicité : beaucoup d'abonnements, peu d'ouvrages de fonds, et même ceux-ci sont à renouveler très fréquemment

Outils de sélection : la veille documentaire classique ne suffira pas. Un personnel formé à la veille technologique et scientifique sera nécessaire.

Collaboration interne : avec les BU, département Droit-éco-gestion

Collaboration externe : il est nécessaire de travailler en collaboration étroite avec les utilisateurs et les organismes partenaires

Élimination : une politique simple et claire est de rigueur : il est impossible dans cette bibliothèque de conserver la documentation plus de deux ans. Un système de transfert est à mettre en place avec les BU dès le départ.

Services au lecteur

Consultation sur place des documents papier et en ligne

Carels ou salle de travail

Visites

Formation à la recherche documentaire

Services payants : à déterminer (réalisation de dossiers documentaires, veille...)

2. Les publics

De l'avis de tous il sera très hétérogène, et cette caractéristique correspond au but recherché : offrir la documentation nécessaire à tout créateur d'entreprise, tout porteur de projet, toute personne ayant un besoin en rapport avec l'entreprise.

2.1. Publics de l'Université

2.1.1. Étudiants

Les étudiants ont des besoins pour réaliser synthèses, dossiers, études de marché, pour rechercher des stages en entreprise, candidater pour des embauches, préparer des créations d'entreprise.

Il est difficile d'évaluer le nombre d'étudiants tant les filières concernées sont variées. Voici cependant un chiffrage :

Source : inscriptions administratives, année 2004/2005.

Composante droit : 1500 étudiants concernés (économie, AES, gestion, droit des affaires, droit des collectivités locales et des territoires)

Composante Tampon droit : 500 (AES)

Composante IAE : 233

Composante IUT : 306

Composante IUP : 115

Total : environ 2600

Justifications des sélections effectuées :

En droit : seules les formations spécifiques en droit des affaires et touchant au local ont été prises en compte.

Formations techniques et professionnelles : les étudiants de ces filières ont besoin d'une documentation sur l'entreprise au cours des différentes étapes de leur cursus : recherche de stage, études de cas, rédaction de rapports et mémoires ; recherche d'emploi à l'issue de la formation.

2.1.2. Enseignants et chercheurs

L'évaluation du nombre est encore plus difficile voire impossible en raison de la variété des statuts et de la fluctuation des inscriptions en thèse, en post-doc. Cependant il est clair que les laboratoires qui s'installeront sur la Technopole, en voisins du Centre de ressources, seront demandeurs de documentation, et ce d'autant plus que nombreux chercheurs post-doctorat travaillent avec des entreprises de la Technopole.

2.2. Publics hors université

C'est dans les publics extérieurs que l'on trouvera certainement la plus grande hétérogénéité. On peut s'attendre à trouver :

- de jeunes diplômés porteurs de projet
- des chefs d'entreprises déjà existantes, de tous secteurs et de tous niveaux
- des demandeurs d'emploi
- des créateurs d'entreprises très peu diplômés, qui souhaitent ouvrir un petit commerce (typiquement le camion-bar)
- des inventeurs qui souhaitent faire breveter leur découverte
- etc... la liste n'est pas exhaustive

Il est clair que tant les collections que les services proposés devront être adaptés à cette demande et que le personnel devra continuellement être à l'écoute afin d'ajuster l'offre et de lui faire prendre une autre direction si nécessaire, ou alors d'assurer la communication envers des catégories peu présentes. Cela nécessite de tenir à jour des statistiques et de rédiger régulièrement des rapports sur le type de fréquentation.

3. Les collections

A partir de l'évaluation des besoins et en s'inspirant très largement du fonds et du plan de classement de PRISME, une liste des rubriques a été élaborée.

3.1. Le plan de classement.

La nature de la documentation (contenu et support) rend difficile l'utilisation de la CDU comme à la BUDL. Le classement adopté à l'Infothèque Léonard de Vinci est clair et lisible, mais totalement inventé localement et donc atypique. La solution élaborée par Mme Yon-Cassat pour PPRISME à la Bnf semble la plus intéressante : elle combine la Dewey pour le début de l'indice, la localisation géographique, et les codes NAF (Nomenclature des Activités Françaises) de l'INSEE pour les secteurs d'activité. Ainsi les personnes travaillant en entreprise, qui connaissent très bien les codes NAF de leur secteur, s'y retrouvent immédiatement. Les documents sont donc rangés ainsi :

- par zones géographiques (en commençant par un rayon international)
- à l'intérieur de la zone ou du pays, par secteur d'activité (en commençant par les informations générales)

3.2. Évaluation des coût des acquisitions.

Le tableau suivant est une évaluation, en novembre 2004, du coût annuel que pourraient représenter les acquisitions. Les deux principes adoptés pour ce calcul sont :

- les documents ne seront qu'en exemplaire unique, non disponibles au prêt
- l'accent est mis sur la documentation électronique, étant donné la nature des contenus (information sans cesse réactualisée, disponible de plus en plus sous forme de base de données en ligne)

Champs	Sous-champs	Nb titres	Prix unitaire moyen	Prix total
ouvrages de référence généraux	dictionnaire langue française	2	60	120
	dictionnaire bilingue économie et secteurs spécialisés	5	40	200
manuels sur l'entreprise	Création en général	10	50	500
	sur chaque type d'entreprise (SARL,...)	10	30	300
	par secteurs (dt Dossiers idées)	30	70	2100
sur les métiers, concours, formations, CV	Monographies	5	20	100
	Abonnements (dt Actuel cidj)	1	850	850
sur les associations		5	20	100
manuels de droit pour non spécialistes		50	50	2500
Thèmes	Énergie, environnement	30	15	450
	Économie solidaire	30	15	450
	Propriété intell / brevets	30	15	450
foires et salons	Souvent n° spéciaux de revues			
annuaires	Par régions/pays	10	35	350
	Kompass monde en ligne	1	4500	4500
études économiques	internationales générales	1	25	25
	Internationales sectorielles			
	par pays globales			

	Dont abonnement EIU	6	600	3600
	par pays sectorielles	Selon les besoins. Achats progressifs.		200
	sur La Réunion globales et par secteurs			
pays	guides implantation, exportation..	40	50	2000
	CDRom MFE	1	300	300
Sociétés	Rapports d'activité		Gratuit	0
	Études de consultants	BSP (Cy profile de Datamonitor) : déjà abonné		0
Presse	Réunion générale	3	300	900
	Réunion économique	30	Voir listes BU	
	Réunion par secteur			
	Zone générale	15		
	Zone économique	10		
	France économique	Lexis-Nexis et BSP : déjà abonné		0
	France par secteurs			0
	Internationale économique	Voir ABI/Inform		0
	Internationale par secteurs			0
mémoires d'étudiants de l'IAE		100	Gratuit	0
Total 1e année				19795
Total 2e année				10225
Total 3e année				10225
Total 4e année				19475
Légende				

Rose	Pérennité longue			
Bleu	A renouveler fréquemment (3 ans maxi)			
Noir	Abonnement ou renouvellement annuel			

3.3. Note accompagnant le plan des collections

3.3.1. Notes sur les prix

Les prix sont donnés à titre indicatif afin d'élaborer une prévision. La plupart ont été trouvés sur les sites internet des éditeurs et fournisseurs, en prix public. Il faudra donc tenir compte des remises faites aux collectivités dans le cadre du marché, et des possibilités de négociations directes non négligeables pour un certain nombre d'abonnements en ligne notamment, qui ne passent pas dans les marchés publics.

Chronologie des dépenses (échancier) :

Afin de garantir la fraîcheur de la documentation, qui est requise dans cette bibliothèque, il conviendra de ne démarrer les acquisitions qu'une année avant l'ouverture. Les documents sont classés en 3 types selon leur pérennité :

1. pérennité longue pour les ouvrages de référence
2. rotation rapide pour la plupart des monographies (3 ans)
3. abonnements ou renouvellement annuel

Mais pour la période de démarrage, distinguons :

3.A quotidiens : abonnement à souscrire presque au dernier moment

3.B hebdomadaires : 6 mois avant

3.C mensuel et périodicité plus longue : un an avant comme pour les monographies

Donc l'échéancier se présentera ainsi, si n est la date d'ouverture de la bibliothèque :

$n-1$	Achat des groupes de documents n°1, 2, 3
n	Achat du groupe 3
$n + 1$	Achat du groupe 3
$n+ 2$	Achat des groupes 2 et 3

3.3.2. Réflexion sur les secteurs d'activité

La liste de documents jointe n'est pas organisée par secteurs d'activité mais par type de documents. Les secteurs seront déclinés à l'intérieur de chaque type ou presque.

L'observation et la réflexion à propos des secteurs présents à La Réunion ou susceptibles de s'y développer fera partie du travail de veille. Il est clair que les secteurs présents sur la Technopole, en lien avec la recherche, seront à privilégier (ex de la santé et du secteur pharmaceutique avec le cyclotron)

3.3.3. Réflexion sur les grands thèmes

Un certain nombre de thèmes faisant partie intégrante de la vie économique sont à traiter :

- développement durable
- écologie / environnement / économie d'énergie : un thème particulièrement sensible à la Réunion, sur lequel le public a besoin d'information
- économie solidaire : lien direct avec les partenaires de la zone moins développés économiquement
- propriété intellectuelle

Avoir non seulement des textes de lois et ouvrages de synthèse (que je compte dans la rubrique Manuels de droit pour non spécialistes), mais quelques documents (essais, périodiques) sur cette problématique.

3.3.4. Détail à propos des documents

Kompass monde : 5 accès simultanés, accès illimité à toutes les données, impression illimitée.

Abonnements en ligne :

le SCD est déjà abonné à un grand nombre de périodiques et bases en ligne qui donnent accès à du plein texte

d'autres publications de base sont à posséder, non pas seulement pour la BE mais dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté. Exemple : les revues *Science* et *Nature*, demandées par les chercheurs scientifiques

INSEE : dès 2005 il n'y aura plus de production de documentation papier (décision nationale). Toutes les données seront disponibles en ligne gratuitement. Le rôle d'une

bibliothèque sera alors d'aider le public à naviguer sur le site et à avoir le réflexe de le consulter. L'INSEE propose des formations pour le public ainsi que pour les professionnels des nouveaux types de « relais ».

dictionnaires bilingues spécialisés : notamment cédéroms.

3.3.5. Les dons, la littérature grise, les publications irrégulières

Le SCD reçoit souvent, à la BUDL, à titre gracieux et sans avoir rien commandé, des publications émanant d'organismes publics ou privés. Il s'agit souvent de rapports d'activité et de lettres d'information. Certaines de ces publications ont un ISBN ou un ISSN, d'autres non. La plupart sont de périodicité irrégulière. Pour le moment, les responsables de la BUDL ne savent qu'en faire ; à terme, il sera intéressant de les intégrer dans les collections (à tout le moins une partie bien sélectionnée), mais il faudra les cataloguer et sans doute créer des notices dans le Sudoc, ce qui signifie une charge de travail supplémentaire.

3.3.6. Aide pour la sélection de périodiques

Listes des titres de la Bnf (PRISME et le département Économie). Voir annexe

Listes des périodiques de la BU en économie, gestion et publications officielles.

Salle IOI de la BU : il serait très utile de disposer de listes thématiques des périodiques de la salle IOI.

3.3.7. Visibilité du fonds

3.3.7.1. *Mise en valeur matérielle des documents papier*

Une attention particulière devra être portée à la présentation matérielle des documents. Les publications périodiques se présentant sous forme de fiches ou de minces fascicules seront nombreux. Il conviendra de faire l'acquisition de classeurs

adaptés, le plus possible ceux proposés par l'éditeur lui-même, qui sont le mieux adaptés au document.

Sont donc à prévoir au budget :

- l'acquisition régulière (annuelle) desdits classeurs
- le temps passé par le personnel au rangement soigneux de ce type de documents

3.3.7.2. *Signalement de références en ligne*

Country profile et report : certains sont en ligne (full text) dans BSP, d'autres non. Il serait souhaitable d'établir une liste à l'attention du public précisant les supports et les pays. Idée: indiquer par un billet agrafé ou collé sur les versions papier, que les autres pays sont en ligne.

3.3.8. Complémentarité des collections avec la BUDL

Domaines que l'on trouvera exclusivement à la BU et pas du tout à la BE :

publications officielles y compris lois etc

publications de La Documentation française

manuels théoriques de droit, économie, gestion (y compris gestion de l'entreprise)

Domaines communs avec la BU, attention aux chevauchements :

manuels de concours (salle des concours)

3.3.9. Sigles

Dans ce document :

BU : bibliothèque universitaire, incluant BUDL et BUS

BUDL : BU Droit-Lettres

BUS : BU Sciences

BE : Bibliothèque de l'Entreprise

3.4. Détail pour quelques titres

A ouvrages de référence généraux

A1 dictionnaire langue française

A2 dictionnaire bilingue économie et secteurs spécialisés

B manuels sur l'entreprise

B1 création et développement, marketing...

B2 sur chaque type d'entreprise (SARL, SCP, SCM, SCIC...)

B3 par secteurs : identifier les secteurs porteurs à La Réunion et anticiper (ex : avec le cyclotron : santé pharmacie phytothérapie etc ; aussi : énergies propres, agriculture durable...)

ex : création par secteurs : *Dossiers Idées* chez Sid-éditions : une 15ne disponible, 100 E.

C sur les métiers, concours, formations

Dossiers Rebondir

fiches métier du CIDJ : abonnement classeurs + cédérom : 850 E

D sur les associations

E manuels de droit thématiques pour non spécialistes

exemple : *Droit de l'entreprise. L'essentiel pour comprendre.* (Lamy)

F Thèmes de réflexion sur la vie économique et le monde de l'entreprise

G Foires et salons

Ce sont souvent des numéros spéciaux de revues ou des hors-série facturés + cher. Veiller à toujours prendre les abonnements avec hors-série.

H Annuaires

Kompass monde en ligne : 4500 E

Réunion-Directory : 35 E

Maurice-Directory : 35 E

idem pour les autres DOM-TOM

Annuaire des pays de l'Océan Indien (cf salle IOI)

I Etudes économiques

I1 internationales générales : type *L'Etat du monde* 25 E

I2 internationales sectorielles

I3 par pays globales :

abonnement aux *Country report* et *Country profile* (environ 500 E/ an /pays pour les CP, 700 pour les CR)

faut-il doubler les abonnements de la salle IOI (actuellement 8 CR et 11 CP) ?

d'autres pays : certains sont en full text dans BSP, mais il manque :

en CP : Inde

en CR : Union européenne, USA, Chine, Inde, Australie

total : 1 CP + 5 CR = environ 4000 E.

France : les études du Minefi sont désormais en ligne gratuitement

études de la CCIR : pour la plupart gratuites, à commander en version papier ou électronique.

I4 par pays sectorielles

études du CFCE

pour la France : bilans sectoriels de l'ANVAR (nationaux). Consultables sur le site mais les brochures sont en vente.

J pays : guides implantation, exportation...

publications du CFCE / Ubifrance

S'implanter en ... : 20 titres, prix moyen 60 E

L'essentiel d'un marché : 30 titres, prix moyen 30 E

publications du Ministère des Affaires étrangères : CDRom contenant notamment tous les guides pays : 300 E. site mfe.org

K sociétés :

K1 rapports d'activité : gratuits. Pour beaucoup sont en ligne sur le site de la société. Cependant veiller à demander ceux qui ne sont pas en ligne et ceux qu'il est utile d'avoir aussi en papier, pour la bonne visibilité. Y compris établissements publics type AFD.

K2 études de consultants :

pour sociétés locales : CCIR

pour grandes sociétés internationales : Company Profile de Datamonitor dans BSP

L Presse

L1 Réunion générale

L2 Réunion économique et par secteurs

publications gratuites de la CCIR (3 titres)

publication gratuite de la Région (Protel)

L3 zone générale : cf salle IOI. Pour certains titres il faudrait coupler abonnement en ligne et papier, par exemple pour *La Lettre de l'Océan Indien*, ce qui permet d'avoir accès aux archives en ligne.

L4 zone économique : cf dép éco + salle IOI

L5 France économique : cf liste PRISME + dép éco

revues gratuites des ministères :

revue Industries (minefi)

L6 France par secteurs : cf liste PRISME + dép éco

L7 Internationale économique

Pour la presse, une grande partie est désormais disponible en ligne dans des bases généralistes ou thématiques.

Abonnements en ligne déjà souscrits par le SCD pour lesquels il faudra simplement une autorisation d'extension :

Lexis-Nexis

Business Source Premier (BSP)

Abonnements à étudier :

base Delphes d'Indexpress : dépouillement de périodiques économiques français et anglo-saxons, fait par les CCI. La liste des titres dépouillés se trouve sur le site (c'est exceptionnel).

Abonnement annuel illimité valable pour l'ensemble des sites d'un même établissement : 4 900 €HT (5 860,40€TTC)

Abonnement annuel limité à un seul site : 3 900 €HT (4 664,40€TTC)

ABI/Inform : négociation en cours d'après le rapport d'activité 2003.

autres bases de ProQuest : Proquest European Business, Proquest Asian Business

M mémoires d'étudiants de l'IAE

Il faudra mettre en place une procédure de sélection et de validation des mémoires les plus à même de figurer dans cette bibliothèque. Format papier ou électronique. Un accord de principe a été donné par le directeur de l'IAE, demandeur d'une conservation des mémoires, dont actuellement il n'est gardé aucune trace. Environ 150 mémoires sont soutenus chaque année, mais tous ne seront pas forcément à traiter.

4. Accessibilité et services aux lecteurs

4.1. Accessibilité

4.1.1. Horaires d'ouverture

Il faut tenir compte de tous les publics.

Ils doivent être facilement visibles sur le site internet.

La journée continue est impérative : les personnes travaillant en entreprises viendront hors de leurs heures de travail, entre midi et deux.

En revanche il ne semble pas nécessaire d'ouvrir le samedi.

4.1.2. Accès et inscription

4.1.2.1. *Lecteurs non inscrits :*

entrée libre

consultation du catalogue et des documents papiers

accès à la photocopie et l'impression qui sont payantes quel que soit le lecteur

4.1.2.2. *Lecteurs inscrits :*

Accès grâce au numéro de lecteur et à un mot de passe aux abonnements en ligne, base de données, et à l'internet.

Inscription à titre onéreux.

Différents profils de lecteurs seront élaborés, avec différents tarifs :

étudiants : ceux de l'Université ont un accès d'office

actifs individuels

associations

entreprises : elles doivent pouvoir prendre une carte unique pour plusieurs de leurs employés (nombre à déterminer et tarif en conséquence). S'inspirer pour cela de l'Infothèque Léonard de Vinci, dont les plaquettes se trouvent en annexe.

4.2. Services

4.2.1. Postes de travail ou salle de travail

bureautique : ainsi le lecteur peut travailler directement au fur et à mesure de ses recherches, il n'a pas besoin de les enregistrer ou de se les envoyer par mail.

Des boxes ou des postes dans une salle fermées seront à disposition sur réservation.

4.2.2. Formations et visites

4.2.2.1. Formation des usagers

Il ne s'agit pas de classique recherche documentaire, mais de recherche d'information économique, statistique, financière, de veille technologique. Cela inclut la recherche documentaire mais la dépasse de loin, car il s'agit :

d'un contenu spécialisé (business et R&D)

de types de documents particuliers :

Papier		Electronique		
Monographies	Périodiques	Périodiques	Bases	Internet
-	+	+++		

Publics cible

- Étudiants en fin d'étude susceptible de gagner rapidement le monde de l'entreprise, soit pour une embauche soit pour une création d'entreprise, ou encore pour une installation en profession libérale. Ce sont les doctorants, les étudiants de l'IAE, de l'IUP, de l'IUT...
- Porteurs de projets et créateurs d'entreprises.
- Dans les entreprises : services marketing, communication,, études, veille, documentation, archives juridique, presse.

Formateurs

- Les personnels permanents de la bibliothèque : bibliothécaire, documentaliste, où spécialiste de la veille, ces personnels devront être en mesure d'assurer des formations. Ils seront eux-mêmes formés s'il le faut.

- Des partenaires réguliers comme la CCI.
- Des intervenants extérieurs sur des sujets pointus.

Lieu

Deux possibilités :

- soit la bibliothèque comporte une salle de formation
- soit il y a accord avec le Centre de ressources pour utiliser ses salles, qui seront donc dans le même bâtiment, mais cela suppose un partage de l'utilisation très rigoureuse.

Typologie des formations

A établir selon la typologie du lectorat. , selon les profils de lecteurs qui auront été établis, cartes étudiants / entreprises/ associations etc

Établir deux systèmes juxtaposés :

- calendrier fixe de formations ouvertes sur inscription (générale ou thèmes définis à l'avance)
- à la carte sur demande pour des groupes constitués (entreprises, classes de BTS etc, étudiants d'un séminaire d'un prof...)
- inclure au programme les formations proposées par l'INSEE pour l'utilisation de son site internet

4.2.2.2. *Visites*

Un planning de visites est à prévoir, en particulier durant l'année suivant l'ouverture. Ces visites seront adaptées au type de public (établir un planning clair).

Pour les étudiants de l'IUT de Saint-Pierre, il a été évoqué avec des enseignants et la responsable du centre de documentation l'organisation de visites et formations à la journée ou demi-journée. Ce type de partenariat pourra être étendu à d'autres écoles.

5. Personnel

5.1. Nombre et qualité

Un poste de fonctionnaire cadre A (bibliothécaire).

Un documentaliste spécialisé en veille technologique et stratégique. Il existe des formations de ce type (DESS notamment).

Du personnel de magasinage.

5.2. Tâches du personnel

(liste en vue d'établir les fiches de poste)

Notes :

- il ne s'agit ici que des tâches de fonctionnement.
- les tâches sont ici toutes rassemblées, la répartition entre les différents personnels sera à faire.

5.2.1. Circuit du document

Tâches classiques du personnel de bibliothèque, avec accent particulier sur :

- le bulletinage puisque presque tous les documents seront périodiques
- la veille, le réassort, l'élimination, en raison de la nature des fonds qui exigent la plus grande fraîcheur

5.2.2. Visibilité des collections

- mise en valeur matérielle des documents
- établissement de listes de périodiques en cours disponibles en libre accès, classés par thèmes, indiquant si le titre est dépouillé dans une base et s'il est également consultable en ligne (ce qui est fait à PRISME)

5.2.3. Documentation électronique

- suivi des abonnements et l'aide au lecteur car les recherches ne sont pas faciles

5.2.4. Alimentation de la page web

- une page au sein du site du SCD, disponible par un lien vers la bibliothèque de l'Entreprise
- création de listes de sites sélectionnés, mise à jour
- animation vivante avec par exemple une info du jour ou de la semaine qui apparaisse à l'ouverture de la page

5.2.5. Formation des usagers

- mettre en place un calendrier et une procédure de prise de rendez-vous
- visites de la bibliothèque
- formation à la recherche d'information. Mettre l'accent sur l'utilisation de ressources en ligne. Différents types de formations à prévoir en fonction des types de publics
- élaboration d'un ou plusieurs guides d'utilisation, à mettre en ligne notamment

5.2.6. Communication externe : visibilité de l'établissement

- constitution et entretien d'un réseau de partenaires
- participation à la vie de la Technopole, aux actions menées en rapport avec le monde de l'entreprise par les divers organismes et collectivités
- élaboration d'outils de publicité : plaquettes, affiches etc...

5.2.7. Produits documentaires

S'il est décidé que la bibliothèque propose des services personnalisés aux entreprises, sur commande, éventuellement payants, avec devis (voir l'exemple de l'Infothèque Léonard de Vinci).

Cela implique l'étude scrupuleuse des droits de la propriété intellectuelle et de la reprographie.

- dossiers thématiques et études : revues de presse, bibliographies, dossiers sur des sociétés...

- fourniture de documents à la demande (envoi par email)
- veille technologique et économique

5.3. Compétences requises pour le responsable de cette bibliothèque

- bibliothéconomie / documentation
- ressources électroniques (maniement des bases et périodiques), web (navigation, alimentation de pages)
- langue anglaise (indispensable pour les abonnements en ligne)
- connaissance ou habitude des milieux de l'entreprise ou de la recherche
- qualités relationnelles : aptitudes à nouer contacts et partenariats, création et alimentation d'un réseau

6. Les tâches préparatoires et le calendrier

6.1. Constitution d'un groupe de projet

Afin d'organiser le travail préparatoire et d'établir un calendrier, il convient de mettre en place un groupe de projet.

Le comité de pilotage sera dirigé par le directeur du SCD. Ce comité doit en premier lieu déterminer les dates des réunions bilans.

Le groupe de projet devra se composer ainsi :

pour le SCD :

- le futur responsable de la bibliothèque
- une personne du secteur Eco-gestion
- une personne de l'Espace Océan Indien

pour les interlocuteurs extérieurs : la plupart des interlocuteurs rencontrés sont prêts à participer

- le service Valorisation de la Recherche
- les documentalistes de la CCI : CRIE et ARIST
- l'Association technopole et l'Incubateur
- les différents organismes : D6, ANVAR, CPI...

Il s'agira d'effectuer un choix, afin que le groupe ne soit pas trop important.

Cependant, des sous-groupes de travail peuvent être constitués, ainsi un plus grand nombre de personnes peuvent participer, sur des thèmes bien déterminés :

- collections (fonds, catalogue, plan de classement...)
- organisation des locaux
- définition des services de base
- élaboration d'une carte des services payants à destination des entreprises et porteurs de projet

6.2. Calendrier

Comme expliqué ci-dessus dans le chapitre Collections, les acquisitions devront débiter un an avant l'ouverture. Il serait donc souhaitable que le responsable de la BE soit recruté ou nommé un an avant l'ouverture. Il serait basé à la BU Droit-lettres, afin de travailler en collaboration avec le département Eco-gestion, avec la salle IOI, et non loin de la BU Sciences. Les décisions de départ seront prises en fonction du contexte, donc notamment par des personnes déjà présentes au SCD.

7. Campagne de communication

Faire connaître la nouvelle bibliothèque.

La visibilité doit être une obsession, en particulier au moment de la préparation de l'ouverture et pendant l'année suivante. Les chefs d'entreprise n'ont pas du tout le « réflexe bibliothèque » : bien que demandeurs d'information, ne connaissant pas l'offre, ils ne perdent pas de temps à la rechercher : il faut leur présenter une offre claire. Communiquer, et ce auprès de l'ensemble des publics. Il convient de faire preuve d'imagination.

Une cérémonie d'inauguration sera la bienvenue ainsi que l'élaboration d'une plaquette (voir celle de Vinci : descriptif, chiffres...)

7.1. Communication auprès des étudiants

- information sur le site internet, par un encart flash
- affiches, plaquettes
- organisation de visites
- formation (pour les étudiants déjà avancés, voir avec les profs)

7.2. Communication auprès des entreprises

A l'ouverture

- envoi d'un courrier et de mails
- élaboration d'une plaquette
- invitation à l'inauguration

Visibilité à long terme

- organisation de visites
- formation/initiation à la recherche documentaire, spécialisé entreprises, fixé à dates régulières.

7.3. Communication auprès des institutions hors monde de l'entreprise

ANPE, Rectorat, collectivités locales : qu'ils réorientent le public vers cette bibliothèque. Doivent disposer d'infos suffisantes pour décrire le centre de documentation : plaquette, visite.

Remarque : sur le site web de la Technopole dans la présentation, le Centre de ressources est en 1^e position. Il y a donc déjà un élément de communication.

Partie 2 : Les compte-rendus d'entretiens et de visites

1. Université

Centre de documentation de l'IUT de Saint-Pierre

23 et 24 septembre 2004.

Coralie D'Hem, documentaliste

40 avenue de Soweto

97410 Saint-Pierre

02.62.96.28.76

cdhem@univ-reunion.fr

Descriptif

Page descriptive sur le site de la préfecture : www.reunion.pref.gouv.fr, onglet « autres sites publics locaux » > documentalistes).

Brochure « Guide du lecteur » élaborée par la documentaliste, très complet.

Budget : environ 15 000 euros.

Localisation : dans l'IUT.

Missions

Fournir la documentation correspondant aux enseignements dispensés sur l'IUT, à destination des étudiants et des enseignants. Orientation du contenu du fonds en conséquence : la documentation concerne exclusivement ces disciplines (gestion des entreprises et des administrations, génie civil, génie biologique)

Services aux lecteurs

Décrits dans le guide du lecteur.

Particularité : dépouillement de la revue de l'INSEE *Économie de La Réunion*.(catalogue papier)

Propositions

1. provoquer une réunion de tous les relais INSEE de l'île et de tous les centres de documentation intéressés. [ce n'est plus vraiment d'actualité vu les projets de l'INSEE. Néanmoins il ne serait pas inutile de faire un point sur l'état des collections INSEE dans l'île afin de savoir qui a conservé des archives]
2. décider collectivement de la reprise en mains et de la mise à jour de la liste des périodiques de l'île, consultable sur le site de l'Université
3. faire un état des lieux du dépouillement

Partenaires

Ce centre est inscrit dans un réseau actif de centres documentaires aux statuts et missions divers(lycée agricole, préfecture...). De cette manière, les produits documentaires sont partagés.

Exemple : dépouillement de revues agricoles fait par un réseau de documentalistes de lycées agricoles.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

déplacement des étudiants et enseignants avec la documentaliste en visite guidée + formation : à organiser avec la BE de façon régulière et exhaustive, pour tous les étudiants

contact institutionnalisé entre les enseignants responsables de département, la documentaliste et le personnel de la BE : pour la veille et la complémentarité. Il y a trois départements : gestion des entreprises et des administrations, génie civil, génie biologique

Documents rapportés

Brochure « Guide du lecteur »

Conseils de contacts

documentaliste de la DDE : Patricia Omez
du Conseil Régional : Monique Han Sen Shen
du Conseil Général
du CIRAD

10^e anniversaire des implantations du Sud de l'Université
IUT de Saint-Pierre

23 et 24 septembre 2004.

40 avenue de Soweto

97410 Saint-Pierre

www.univ-reunion.fr

Voir les documents joints pour :

les programmes des journées

le descriptif de l'IUT et du campus sud : les enseignements, la recherche, les partenariats

l'enquête statistique sur le devenir des diplômés d'IUT

Bilan / intérêt de ces journées pour le projet de Bibliothèque de l'Entreprise :

1. rencontre de partenaires essentiels, appartenant à l'IUT et d'organismes divers
2. collecte de documents descriptifs sur chacun de ces organismes

Session agro-alimentaire : 23 septembre

Présentation du président Didier Lentrein

La filière de formation en agro-alimentaire (AA) :

4. Chambre des Métier : niveau BEP

5. lycées agricoles : niveau bac

6. IUT : bac + 2

7. pas de BTS

8. IUP : des ingénieurs

Il s'agit du 3^e secteur de l'île, après le bâtiment et le tourisme.

Carif-Oref

Information sur la formation professionnelle et observatoire de l'emploi et de la formation. Statut associatif.

CARIF : Centre d'Animation et de Ressources de l'Information sur la Formation, créé en 1988.

OREF : Observatoire Régional Emploi Formation, s'ajoute en 1990.

Puis en 1995, le CIRILLE (Centre Inter Institutionnel de Ressources Illettrisme) s'y ajoute.

www.runformation.org

Dispose d'un centre de ressource multimédia.

Publie des bilans et prospectives sur les métiers et filières.

Voir documents joints :

1. un descriptif du centre de ressources
2. le n°21 des *Cahiers de l'OREF*, consacré aux métiers et aux qualifications dans l'Agro-Alimentaire.

Chambre des Métiers

L'Artisanat représente 9 000 entreprises à La Réunion, 21 000 employés et de nombreux apprentis.

Parmi les missions de la Chambre des Métiers :

aide à la création d'entreprises

accompagnement des entreprises

formation. Ex : CFA de Sainte-Clotilde, voir fiche jointe.

Lycée agricole de Saint-Joseph.

Formation aux métiers des industries AA.

Horticole aussi.

Beaucoup de prospective auprès des entreprises afin d'adapter la formation.

IUP

A Saint-Denis, Faculté des sciences.

Du DEUG 2 jusqu'au DESS. (L-M)

Formation de cadres. Des modules de création d'entreprise sont dispensés. Les étudiants sont encouragés à la création d'entreprise pendant le DESS.

Projet de transformation de l'IUP en école d'ingénieurs.

Collaborations : Université, CCI, Conseils Général et Régional.

CIRAD

Le CIRAD est est EPS (établissement public scientifique).

Spécialisé dans les régions agricoles chaudes.

Missions : favoriser le développement de ces régions.

Personnel : 1850, dans 50 pays.

A La Réunion 147 personnes.

6 pôles de compétences

IUT génie biologique

CRITT : Violette Debenay

[voir compte-rendu ARIST]

Le CRITT est une plate-forme de transfert de technologie. Il assure la passerelle entre monde de la recherche et monde de l'entreprise et met en contact le public avec les organismes de conseil (ANVAR pour l'innovation, ADEME pour la maîtrise de l'énergie...). A La Réunion il y a deux branches : CRITT qualité, qui est transversal et s'occupe beaucoup de normes, métrologie, sécurité ; le CRITT agro-alimentaire.

Au total 11 personnes (ingénieurs, techniciens, ...).

Les clients sont les entreprises, qui sont la principale source de financement.

Le CRITT devient peu à peu une agence de placement, les entreprises s'adressant à lui comme à un relais avec les demandeurs d'emploi.

Session Gestion des entreprises et des administrations : 24 septembre

IUT : Licence professionnelle « commerce électronique »

Crédit Agricole : « e-banque »

Réunion des métiers de la banque et des métiers de l'informatique.

Aujourd'hui toutes les banques ont une plate-forme de communication avec l'extérieur, il est donc incontournable de sensibiliser les personnels et les clients à la question de la sécurité des informations et de se former en conséquence.

Banque de La Réunion : « contrôle interne et blanchiment d'argent »

L'intervenant s'adresse directement aux étudiants de la licence banque-assurance.

DIPAL

27 septembre 2004

Division du Patrimoine et de la Logistique

Jimmy KoKivok

UR

Quelques informations sur l'avancée des projets d'implantation de l'Université sur la Technopole

Maître d'ouvrage : Université, déléguée par l'Etat.

Aménageur de la Technopole : la Sodiac.

3 parcelles bien différentes :

1. Parc Technologique universitaire (PTU) : implantation de filières scientifiques (labos surtout), susceptibles de participer à la fertilisation croisée.
2. Centre de Ressources : financé par la CINOR. Abrisera la Bibliothèque de l'Entreprise
3. Le cyclotron

Documents rapportés

Plan de la technopole (prévisionnel).

Tableau des surfaces, qui donne la liste des enseignements et labos qui s'implanteront (à l'état de projet).

[dans dossier « Technopole »]

IAE

29 septembre 2004

Institut d'Administration des Entreprises

M. Boyer, directeur

24-26 av. de la Victoire

BP 7151

97715 Saint-Denis Cedex 9

02.62.90.21.16.26

iae@univ-reunion.fr

www.univ-reunion.fr

Descriptif

C'est une composante de l'UR. Membre du réseau national des IAE.

L'IAE de La Réunion accueille aussi l'IUP tourisme.

Actuellement 300 à 350 étudiants par an.

Missions

Formation initiale et continue.

Les sciences de gestion recouvrent tous les domaines de la vie de l'entreprise, c'est pourquoi l'enseignement est forcément à la fois théorique et pratique. Il comporte de nombreux stages, études de cas, donnant lieu à rapports, mémoires, soutenances.

Le taux de placement à l'issue des formations initiales est très important. Pour l'IUP tourisme il atteint 100 % quasiment chaque année.

Opérations en cours

Passage au LMD.

Partenaires

Une convention avec la CCI existe déjà , pour l'IUP Hôtellerie comme d'ailleurs pour l'IUP Agro-Alimentaire de la faculté des sciences. La CCI met à disposition de l'Université des personnels administratifs qui dispensent certains enseignements.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

Les étudiants auront recours à la BE pour leurs études de cas, recherches de stages et d'emploi.

Documents rapportés

Plaquettes descriptives de l'IAE et des formations et diplômes.

Conférence de presse à la sortie du CDROM séminaire Océan Indien

06 octobre 2004

Intervention de Philippe Berne, vice-président du Conseil Régional

La réunion a besoin de développer l'innovation-recherche pour plusieurs raisons et dans différents objectifs :

- dans son propre intérêt :

la population est en croissance, les projections donnent 20 000 étudiants en 2025, il faut donc des structures capables de les accueillir

l'île a besoin de solutions innovantes pour régler le problème des transports et d'emploi (aujourd'hui la canne est en crise)

dans une optique de rayonnement et de co-développement, pour faire profiter aux pays voisins émergents du savoir-faire de chercheurs et d'entrepreneurs réunionnais

Projet de cyclotron

06 octobre 2004

Maya Cesari
IREMIA ou LBGM
Université de La Réunion

Descriptif

La construction d'un cyclotron est prévue sur la Technopole. Il s'agit du premier projet hospitalo-universitaire à La Réunion (CHD et Université). Le financement provient pour 60% du FEDER, pour le reste de la Région et du Département. Date d'ouverture prévue : 2007.

Missions, objectifs, partenaires

1 usage médical, pour les patients de l'hôpital

2 recherche

Du côté de la recherche, les modalités seront les suivantes :

domaine de recherche : la biodiversité de la zone

accueil d'équipes de chercheurs pour un temps donné sur un projet donné

équipes locales, de la zone océan indien, du public comme du privé (ex : entreprises pharmaceutiques)

lien direct et permanent avec les équipes de l'Université même : IREMIA...

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

La localisation sera voisine du Centre de ressources et du PTU. Des chercheurs de l'Université seront constamment basés sur place et en lien ou en recherche de lien avec des entreprises, donc ils seront susceptibles d'être utilisateurs.

Le cyclotron va créer une dynamique dans le domaine de la santé, la Technopole prévoit donc dès maintenant l'installation d'entreprises de ce secteur. En tenir compte dans les collections.

Commentaires de Patrick Hervé, DRRT, rencontré le 10/11/2004

Le cyclotron était de toute façon une nécessité sur le plan médical. Pour le plan cancer, il est recommandé de disposer d'une caméra pour 1 million d'habitants, or l'île porte actuellement 700 000 habitants et les projections donnent 1 million pour 2010.

Cependant, pour le moment l'Université ne serait pas en mesure de l'exploiter d'un point de vue de la recherche, en raison notamment du départ ou de la prise de distance de certains chercheurs (le Pr Cadet au rectorat, Mme Césari au Conseil Régional).

Service valorisation de la recherche, Université

04 novembre 2004

Laurent Perez, responsable du service, sous la direction du Pr Bachelery

Katell Hubert, secrétariat

Université, bâtiment A5

tél

email

Descriptif

Trois personnes : un enseignant-chercheur, un chargé de mission juriste, une secrétaire. Ce type de service existe dans la plupart des universités. Les premiers ont été créés dans les années 1970, à Strasbourg, Paris, Grenoble. À l'UR il existe depuis septembre 2002. La tendance générale est à la transformation en SAIC : Service d'Activité Industrielle et Commerciale. Ce statut permet à la structure de facturer les services et de réaliser des bénéfices. Cela existe à Strasbourg et à Lyon 1. A La Réunion la proposition a été faite pour le prochain contrat quadriennal.

Missions

1. accompagner les chercheurs dans la valorisation de leurs compétences et des résultats de leurs recherches
2. appui juridique : étude des conventions de collaboration entre chercheurs et entreprises
3. accompagnement des chercheurs dans la protection de leurs inventions : brevets, protection intellectuelle

Les besoins des porteurs de projets

- documentation juridique
- stratégie sur les produits
- modèles économiques
- veille technologique

Les entrepreneurs sont prêts à payer pour ce genre de services.

L'ARIST fait de la veille.

DARBOUR Aurélie | DCB 13 | Mémoire d'étude | 2004

46

Volume 2 : Étude de préfiguration pour la Bibliothèque de l'Entreprise

Droits d'auteur réservés.

L'ADIT et D6 font des études de marché.

Il faudrait faire de l'analyse documentaire, des dossiers. Il existe des personnes spécialisées dans ce type de travail, formées par des DESS.

Partenaires et structures en lien

A l'Université :

BRED : Bureau des Études Doctorales ; EDI : École Doctorale Interdisciplinaire ; DRRT.

A l'extérieur :

ANVAR, CPI, la Boutique de Gestion : reçoit les porteurs de projet qui ont besoin de conseils.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

Proposer la participation à un groupe de travail pour la création de la BE.

2. 2. Organismes extérieurs à l'Université

Visite de Jacques de Palmas au SCD

21 septembre 2004

Consultant

Moka

97 438 Sainte-Marie

0262.72.90.90

0692.69.08.78

jacpal@wanadoo.fr

Objet de la visite : présentation d'un projet

Descriptif

M. de Palmas, consultant à son compte, nous fait part de son projet de portail documentaire. Il s'agirait d'un centre de ressources en ligne, dont le nom provisoire est :

www.metensamb.org

Le public visé est les créateurs d'entreprises. Le principe est, comme le nom l'indique, de les mettre en contact avec tous les interlocuteurs nécessaires pour créer une entreprise. Le site serait une plate-forme fournissant tous les liens possibles vers les sites de législation, d'information juridique et normative, d'aide à la création d'entreprises, à l'obtention de subventions de toutes origines, à des abonnements permettant de réaliser des études de marchés etc...

L'accès se ferait par abonnement payant.

Statut

Le statut de la société de M. de Palmas serait une SCIC : Société Coopérative d'Intérêt Collectif. Il s'agit d'un statut nouveau, créé récemment en alternative à celui d'Association loi 1901 qui n'est plus efficace pour ce genre d'activité et dont les

institutions ont trop abusé pour solliciter des emplois subventionnés. Ce nouveau statut oblige les institutions à s'impliquer en leur nom propre sans se cacher derrière une association : tout électeur dans l'organisation de la structure est identifié et participe financièrement. Cela reste une structure à but non lucratif, tout en s'appuyant sur un capital. Renseignements sur www.avise.org

Organisation et financement

Organisation : il y aura 5 collèges, composés notamment par les collectivités (communauté de communes, d'agglomération...), des banques.

Financement de ce projet :

Investissement de départ :

80 % Europe et Région : voir mesure A9.05 DOCUP

20 % capital des actionnaires (1000 E par action). Il compte sur 50 000 E donc il lui faut 50 participants.

Et en plus la Caisse des dépôts et consignations ou d'autres partenaires éventuels.

Fonctionnement :

70 % collectivités

30 % abonnements des lecteurs (sera du même ordre que celui de l'APCE : 375 E/an)

Gains prévus : 60 000 E /an.

Remarques diverses

J. de Palmas a participé à l'opération Business Angels

il a rencontré Mme Le Nivet à propos de l' Incubateur

CRIE, CCI, Ludovic Serre

27 septembre 2004

Maison de l'Entreprise, CCI

13 rue Pasteur

97 400 Saint-Denis

02.62.94.21.60

ludovic.serre@reunion.cci.fr

www.reunion.cci.fr

Descriptif

CRIE : Centre de Ressources en Information Économique

Également Euro Info Centre : relais de l'Union Européenne, le seul à La Réunion.

La documentation n'est pas la vocation de la Maison de l'Entreprise mais de fait ses services en ont besoin, à la fois en interne et pour renseigner le public, c'est pourquoi ce centre a été créé, mais son personnel n'est pas documentaliste.

La CCI est un passage obligé, d'un point de vue réglementaire, pour toute création d'entreprise : toute entreprise créée doit être enregistrée par le Centre de Formalité (CFE). Pour la Réunion, il y en a un à Saint-Denis et un à Saint-Pierre.

Le budget des Chambres provient des taxes prélevées sur les entreprises ainsi que le port et l'aéroport.

Contexte actuel

Elections à la CCI en novembre 2004, la nouvelle équipe prendra ses fonctions au 31 décembre 2004. Les élus sont des représentants du milieu économique, souvent des chefs d'entreprise. La répartition des sièges se fait en fonction des secteurs d'activité. Durée du mandat : jusque-là 3 ans, à partir de ces élections 5 ans.

Missions

Information sur et pour les entreprises, depuis la création et à tous les stades de développement : documents CCI et réglementaires

Information sur l'Europe, les programmes et aides communautaires : documentation transmise gratuitement par la Commission européenne.

Public

Tout type est autorisé. Environ 4000 personnes reçue par an. Il s'agit surtout de :

- créateurs d'entreprises
- chefs d'entreprise, qui veulent se développer, recherchent un fournisseur...
- étudiants
- administrations locales : pour l'information européenne surtout.
- services internes de la CCI.

Les demandes des publics :

information à caractère réglementaire et juridique

études locales

international : études, recherche de fournisseurs (Asie, Afrique du Sud)

Budget du centre de doc

Global : 70 000 E par an

Dont documentation papier : 30 500 E

bases et cédéroms : 9 100 E (rien que le Kompass monde coûte 4000 E)

Les recettes réalisées suite à la facturation de services aux lecteurs sont dérisoires : environ 300 euros par mois.

Documents possédés

Surtout de l'information locale car l'intérêt de la CCI est plutôt de pousser les entreprises à se développer sur place, pas à se délocaliser. Elle accompagne l'exportation mais pas la délocalisation.

le JO reçu en version papier mais bientôt électronique

le JO européen e ligne

le TER car la CCI contribue à son élaboration

études de marché réalisées par la CCI et l'APCE. Pas d'abonnement à Xerfi car trop onéreux et ne concerne pas La Réunion

Kompass France papier

Kompass monde en ligne : consultation non libre, sur demande et par l'intermédiaire d'un documentaliste. Le contrat permet de vendre des listes dans la limite de 100 contacts max

abonnement à certaines publications INSEE

documentation produite par l'ODR reçue gratuitement car participation de la CCI

notes de veille de D6

CD Lamy

la *Lettre de l'Océan Indien* en ligne, avec accès aux archives

etc...

Ici l'accès à la documentation est gratuit, mais ce n'est pas le cas dans toutes les CCI. Cela relève d'une volonté politique des élus de la Chambre.

Pas de prêt.

Photocopie autorisée de documents publics uniquement.

Mise en place du logiciel CinDoc (dans tous les centres de doc de la CCIR). Objectif : catalogue en ligne par une seule interface. Différents éléments sont entrés grâce à ce logiciel :

catalogue ouvrages

catalogue périodiques

catalogue documents en ligne ou en version électronique

Panorama de presse réalisé quotidiennement par les documentalistes, articles de presse économique, à usage interne de la CCI mais peut être vendu à des entreprises.

Les études réalisées par la CCI

1. études sur un secteur d'activité dans une zone donnée : commandes publiques de la Chambre qui lance un appel d'offre, l'étude est réalisée par un cabinet, en général elle tombe dans le domaine public donc est consultable librement et gratuitement. Une version numérique peut être demandée. Certaines sont faites à destination des PME, et sont vendues en version papier et cédérom (publicité dans le magazine *Reuccir*)
2. études à caractère privé à la demande d'une entreprise dans le cadre d'un projet de création ou de développement

Partenaires

Associé à l'APCE (Association pour la Création d'Entreprises) ; moyennant contribution financière, accès à leur données.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

Une rencontre entre le président de l'Université et le président de la Chambre est absolument nécessaire afin de décider des contributions : financière, humaine, partage d'espace, prestation de service...

Par exemple : permanences hebdomadaires, formations...

Pourquoi ne pas transférer l'ARIST dans les mêmes locaux que la bibliothèque ?

Voir aussi le Centre Consulaire de Formation (CCF), qui a un centre de doc. Formation initiale et continue. Formation privée bénéficiant de fonds publics.

Idées et propositions

Un chef d'entreprise a besoin de synthèses, pas de documents bruts : il faudra un documentaliste pour produire des services à valeurs ajoutée.

Possibilité de réaliser une enquête.

Info : il existe des centres relais-innovation, mais pas à La Réunion : diffusion de toutes les innovations européennes, appels d'offre, règles, recherches de procédés...

Documents rapportés

brochure Le réseau des Euro Info Centre

magazine *Reuccir*, n° sur les élections à la CCI

ARIST, Nathalie Daniel

28 septembre 2004

ARIST

MRST, 100 rte Rivière des Pluies

97490 Sainte Clotilde

Nathalie Daniel, documentaliste

02.62.92.24.00

nathalie.daniel@reunion.cci.fr

ARIST : Agence Régionale de l'Information Stratégique et Technologique.

Dépend de la CCI comme tous les ARIST (25 en France).

Il existe un réseau des ARIST.

CCI :

partie formation : Centre Consulaire de Formation (CCF), Centaure, cours aux étudiants de l'Université (IUP AA, DESS) en vertu d'une convention entre la CCIR et l'Université. Des cours sont assurés par l'ARIST dans ses locaux. (cf entretien avec Michel Boyer, directeur de l'IAE.)

port et aéroport

appui aux entreprises : Plate-forme d'appui technologique aux entreprises : conseil privé aux entreprises industrielles

Le contexte actuel d'élections à la Chambre fait que toute décision doit être mise en attente. Les élections auront lieu en novembre et les nouveaux membres seront en place au 31 décembre 2004.

CRITT

Ici lié au CRITT Réunion (CRITT : Centre Régional d'Innovation et de Transfert de Technologie). C'est le seul CRITT qui dépende d'une CCI : ailleurs ce sont des associations.

2 CRITT :

QSE : Qualité Sécurité Environnement

AA

Missions : formation, aide pour appliquer les normes, certification d'entreprises (de conformité aux normes). Tarif : environ 1000 E la journée. Ce type de service est également rendu par des consultants privés, qui sont donc parfois des concurrents. Les CRITT cherchent constamment de nouveaux créneaux pour être les seuls prestataires.

Pôle R&D AA : une mini-usine (un ingénieur et un technicien) fait de la recherche qualité ; pour créateurs d'E ou E en dév.

Antenne de Saint-Pierre : ouverture d'un nouveau labo d'analyse chimique et biologique pour la sécurité alimentaire. Accompagnement des industries, agrément, mise en place de normes.

ARIST

L'ARIST est peu sollicité à titre onéreux par les entreprises, qui rechignent à payer pour de la documentation ou de l'information. Le public est surtout composé d'étudiants et d'individuels.

La feuille d'actualités rédigée par la responsable est envoyée gratuitement à 200 destinataires tous les deux mois.

Le centre de documentation de l'ARIST contient des ouvrages techniques sur la qualité et l'agro-alimentaire, des ouvrages AFNOR, des céderoms juridiques, des revues papier sur la qualité et l'agro-alimentaire, d'anciennes études de marché réalisées par la CCI (résidu du responsable précédent). Nombre très réduit d'ouvrages (200). cotation maison. Le public est composé de créateurs d'entreprises, de responsables qualité, d'étudiants d'IUP AA (qui ont notamment un exercice de montage d'usine). Mais les ouvrages sont surtout utilisés par les services internes du CRITT.

AFNOR

L'ARIST est centre associé AFNOR. C'est le seul sur l'île. Cela implique la réception gratuite de la revue *Enjeux* et de lettres comme *Les Exclusives*. Pour le public, cela permet :

la consultation sur place gratuite en ligne de toutes les normes AFNOR, avec l'aide de la responsable pour effectuer la recherche

la possibilité d'acheter en ligne la norme

la consultation d'ouvrage papier AFNOR (recueils de normes, explications sur certains thèmes)

L'ARIST a une licence unique de consultation des normes mais il est envisageable d'en demander une 2e s'il y a engagement dans la bibliothèque de l'Entreprise.

Un partenariat AFNOR/ACFCI permet à toute CCI de devenir Centre Associé AFNOR .

Objectifs :

- Rapprocher les entreprises du système de normalisation et de certification.
- Impulser des dynamiques nouvelles par la participation à des programmes collectifs régionaux.
- Mettre à disposition des entreprises les moyens leur permettant d'identifier les normes auxquelles elles doivent se référer
- Faciliter l'accès des PME/PMI au contenu des directives européennes, des réglementations nationales et des textes (normes,...) qui les accompagnent (par ex : expliquer en particulier les démarches permettant de savoir quand et comment marquer CE sur le produit...).
- Accompagner les entreprises dans l'application des normes par la formation et le développement de prestations d'assistance et de conseil.

INPI (Institut National de la Propriété Intellectuelle)

La CCI est une antenne INPI et à ce titre reçoit les personnes voulant déposer un brevet, une marque, un logo (voir à l'U : valorisation de la recherche Laurent Perez).

Le centre de doc de l'ARIST dispose des CD Bref INPI qui offrent la consultation gratuite de tous les brevets. Là encore, il est envisageable de négocier une extension de l'autorisation de consultation.

Contacts :

Brigitte Fauvel, 48.35.00, centre de doc marketing du Centre Consulaire de Formation (CCF), à côté de Carrefour et du Parc des Expo

Documents rapportés :

2 lettres d'actu « l'ARIST a lu pour vous »

Technopole de La Réunion

Marie-Noëlle Le Nivet

Jeudi 30 septembre 2004.

www.technopole-reunion.com

Descriptif

Initié par la Ville de Saint-Denis en 1991, le projet de la Technopole de La Réunion a été transféré à la Communauté d'agglomération du nord de La Réunion (CINOR), maître d'ouvrage, en 1998.

Statut :

La Technopole est une association. Elle compte à ce jour 59 adhérents, dont 24 sur le Parc technologique ; il s'agit d'entreprises, de collectivités, d'organismes de recherche (voir la liste sur le site internet, mais attention liste non actualisée).

Locaux :

Les terrains sont mis à disposition par la CINOR, sauf quelques entreprises qui achètent leur foncier (Canal +). La Société Dionysienne d'Aménagement et de Construction (SODIAC) est le concessionnaire et l'aménageur de la Technopole de La Réunion, site de Saint Denis.

Personnel :

Aujourd'hui 3,5 personnes travaillent à l'association.

Missions

- modernisation technique des entreprises réunionnaises
- promotion de la création d'entreprises innovantes

On y reçoit les porteurs de projets, on examine leur dossier. S'il s'agit d'un projet technologique classique, on l'accompagne, ; s'il s'agit d'un projet innovant, complètement nouveau, il relève de l'Incubateur. Cela aboutit souvent à un brevet. Cela nécessite de la confidentialité, donc les universitaires qui travaillent avec ne doivent pas avoir publié leur

thèse ni d'article, sinon il est impossible d'établir un brevet.

L'Incubateur

Origine des incubateurs :

Le principe provient de la « loi Allègre » dont l'objectif est de lutter contre le cloisonnement de la recherche, et de promouvoir la fertilisation croisée.

Procédure :

L'incubateur aide le porteur de projet ou l'inventeur à mettre en forme son idée et à monter son dossier. Ensuite le dossier passe par une série de commissions et de jurys qui vérifient la validité scientifique et technologique, le caractère innovant, la maturité et la solidité du projet. L'incubateur reçoit et transmet les subventions prévues par le dispositif (Europe (FEDER), État, collectivités).

Partenaires

Université : partenaire historique puisque membre fondateur, relation quotidienne avec le service valorisation de la recherche (aujourd'hui Laurent Perez et Patrick Bachelery). Selon le principe de fertilisation croisée, l'expertise scientifique et technique des universitaires est au cœur du système : soit par la mise en application de leur découverte, soit parce qu'on les sollicite pour vérifier la validité d'un projet ou son caractère réellement innovant.

CCI, notamment CRITT

Chambre des Métiers

Chambre d'Agriculture

Son avis sur les besoins en documentation des porteurs de projet

Créateurs d'entreprises et porteurs de projet ne perdent pas de temps à lire de la documentation.

Ils sont déjà abonnés à des dizaines de newsletters, on ne peut donc pas encore plus les inonder d'information. Les grosses entreprises ont souvent leur propre service de veille.

La plupart du temps elles ont déjà les documents officiels, comme les normes par exemple : dans le BTP, les bureaux d'études incluent les normes dans le cahier des charges.

Donc, lorsque la technopole envoie de la documentation aux entreprises, il s'agit plutôt d'information très courte, synthétisée, soigneusement sélectionnée. Il n'y a pas de liste de diffusion. Le petit nombre de partenaires concernés fait qu'un service personnalisé est possible.

Projections

Secteur qui peut se développer à moyen terme à La Réunion : la santé. Pour le moment il n'y a que les professions libérales, mais il peut y avoir une industrie. Arrivée du cyclotron. Exemple d'une entreprise qui fait des recherches sur les plantes médicinales.

A rencontrer

Les associations d'entreprises (ADIR, MEDEF), qui seront prescripteurs (elles vont envoyer les gens vers la bibliothèque), mais aussi utilisateurs.

D6 : représente l'ADIT au niveau régional. A du mal à diffuser son info. Revue Vigie : existe au plan national : des nouvelles très brèves, synthétique. MNLN la dépouille et sélectionne quelques articles pour ses entreprises clientes. La revue Vigie locale est selon elle peu utile car les articles sont trop longs, l'info n'est pas flash. C'est une commande de la Région, il n'y a pas vraiment de public. Le public a déjà l'info dans la Lettre de l'Océan Indien.

INSEE : il y aura peut-être un problème de concurrence dans la mesure où leur installation sur la technopole a pour but de donner plus de visibilité et d'attirer le public : si on attire le lecteur avec les mêmes documents on va détourner leur public

CINOR

Documents rapportés

Plan stratégique pour le parc technologique du Cerf, Synthèse, Thierry Bruhat Consultants, 1998.

Annexes sur les ressources de la bibliothèque électronique du SCD 2001.

Programme du centre de vie et du pôle de service, Technopole de La Réunion, 2000.

Implantation du centre de ressources sur la Technopole de La Réunion, Université de la Réunion, 2001.

Plaquettes et brochures éditées par la technopole + un plan mais qui est déjà ancien.

INSEE

07 octobre 2004

Personnes présentes :

Jocelyne Damour, documentaliste adjointe

jocelyne.damour@insee.fr

02.62.48.89.15

M. Auguste, documentaliste adjoint

02.62.48.89.39

M. Auguste, responsable du secteur diffusion.

INSEE

Direction régionale

Parc technologique de Saint-Denis

10 rue Demarne

BP 13

97 408 Saint-Denis Messag Cedex 9

www.insee.fr

Descriptif

L'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) est une Direction générale du Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (MINEFI). Il est donc une administration publique, dont les membres sont des agents de l'État, qu'ils aient ou non le statut de fonctionnaire. L'Insee est soumis aux règles de la comptabilité publique ; les crédits dont il dispose figurent au budget général de l'Etat ; il peut aussi faire recette du produit de la vente de ses publications et de certains travaux exécutés à façon pour le compte d'autres organismes.

L'INSEE Réunion a déménagé récemment dans la technopole. Les locaux sont donc neufs. Pour la documentation, cela fournit l'occasion d'inventorier et de reclasser tous les documents possédés. Les documents concernent tous les secteurs, dans toute la zone Océan Indien, car auparavant le centre de documentation était l'Observatoire Économique de La Réunion (OER). Seule la documentation actuelle est conservée, tout ce qui est ancien est écarté. Une partie a déjà été donnée à la CCI (Ludovic Serre, CRIE). Une partie est susceptible de revenir au SCD (à voir avec Mme Damour qui se livre en ce moment à un tri méthodique, notamment de micro-fiches).

Secteurs visités :

- département de la diffusion
- centre de documentation ouvert au public.

DARBOUR Aurélie | DCB 13 | Mémoire d'étude | 2004

60

Volume 2 : Étude de préfiguration pour la Bibliothèque de l'Entreprise

Droits d'auteur réservés.

Missions

La diffusion de l'information fait partie des missions de l'INSEE. A La Réunion elle se fait notamment sous la forme de publications périodiques dont les plus classiques sont : le Tableau économique de La Réunion (TER, annuel), la revue *Économie de La Réunion*.

Projets

Diffusion de l'information

Au plan national, toute publication papier sera bientôt suspendue : toute la documentation sera désormais disponible gratuitement en ligne. Les « relais-INSEE » sont donc appelés à disparaître.

Pour les remplacer et continuer de promouvoir la diffusion de l'information, deux mesures seront mises en place

1. des Points d'Accès Publics à Internet (PAPI), dans des lieux sélectionnés
2. des formations à la navigation sur le site

Aide à la création d'entreprise

Un outil informatique est en cours de création. Une fois finalisé, il sera mis à disposition du public dans des organismes relais, les Partenaires pour le Réseau d'Information (PARI). Dans ces centres, l'INSEE mettra à disposition le matériel informatique, le logiciel, assurera la maintenance et la formation du personnel. Échéance prévue : fin 2005.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

la BE pourra être à la fois PAPI et PARI

le centre de ressources pourra être le lui pour les formations à la navigation

Centre de documentation

Publics :

étudiants

entreprises de la technopole

collectivités locales

journalistes

Documents :

toutes les publications de l'INSEE national, de La Réunion, Mayotte et les autres DOM.

Services :

1. consultation libre
2. photocopie
3. achat
4. distribution gratuite de brochures
5. internet

ANVAR

08 novembre 2004

Véronique Stern, chargée d'affaires

DRIRE, BP 12

130 rue Léopold Rambaud

97 491 Sainte-Clotilde Cedex

02.62.29.48.88

reunion@anvar.fr

www.anvar.fr

Descriptif

Agence française de l'innovation. Elle gère des fonds publics (provenant en majorité du Minefi), mais c'est une structure privée : jusqu'à très récemment un EPIC, aujourd'hui une SA.

Elle a 27 délégations, une par région, 450 personnes y sont employées.

Missions

Financement de projets innovants (la DRIRE de son côté soutient plutôt la modernisation des entreprises).

Mesures :

subventions

prêts à taux zéro

Publics : deux catégories :

créateurs ou chefs de PME qui veulent exploiter une idée novatrice en créant une entreprise ou au sein de leur entreprise déjà existante

inventeurs indépendants : personnes qui ont une idée et veulent la faire breveter, sans pour autant créer une entreprise

Les demandeurs doivent faire la démonstration que leur projet est réellement innovant.

L'aide dépend alors de l'état d'avancement du projet et de sa faisabilité. Le but pour

l'ANVAR est qu'il y ait développement économique et/ou embauche, sur la base d'une

innovation. Le projet doit comporter un aspect Recherche et Développement, et apparaître comme économiquement viable.

La nationalité du demandeur ou des personnes embauchées importe peu, la seule condition est que l'opération se passe en France.

Projets

Au niveau national, un mouvement de fusion est en cours, avec la BDPME et l'APCE.

BDPME : Banque de développement des PME. S'occupe de la transmission et de la reprise d'entreprises. Au niveau local, elle est représentée par l'AFD, Agence Française de Développement.

Rapport avec la future bibliothèque, implication possible

Mlle Stern se dit prête à participer au groupe de travail préparatoire si on la sollicite.

Son avis sur les publics : ils seront très hétérogènes. Création d'entreprise peut signifier ouverture d'un camion-bar, et dans ce cas le protagoniste peut avoir besoin de conseils tout à fait élémentaires d'un point de vue juridique et sanitaire.

Documents rapportés

2 plaquettes descriptives nationales

bilan d'activité 2003 de l'ANVAR Réunion

une brochure des Points Chances comportant le descriptif et les coordonnées des différentes structures d'accueil et d'accompagnement à la création d'entreprise

une brochure de Réunion Entreprendre (qui fait partie des Points Chances)

Au niveau national l'ANVAR publie des bilans sectoriels (par exemple, sur les télécommunications). Ils sont consultables sur le site ou en vente sous forme de brochures papier.

DRRT

10 novembre 2004

Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT)

Patrick Hervé

MRST

100 rte Rivière des Pluies

97490 Sainte Clotilde

patrick.herve@univ-reunion.fr

Missions

Le Délégué Régional représente le Ministère délégué à la Recherche et à la Technologie. Il est chargé de distribuer des fonds d'État provenant de ce ministère et des fonds européens attribué par l'intermédiaire de la Région. Souvent les subventions sont attribuées à des organismes comme l'Incubateur qui jouent le rôle d'intermédiaire auprès des candidats. La DRRT reçoit plutôt des institutions que des individuels. Le financement se fait toujours en direction des entreprises et jamais d'un individu, sauf dans le cas de doctorants. Les dossiers sont transmis au ministère pour une expertise nationale.

Le but est que les entreprises bénéficient d'un avantage en terme de Recherche et Développement.

Exemple : la DRRT peut faciliter une année de post-doctorat dans une entreprise en finançant la moitié du salaire de l'étudiant-chercheur. Ce type d'opération débouche souvent sur une embauche à l'issue du post-doctorat.

Publics

Selon P. Hervé le public sera sans doute très hétérogène : certains créateurs d'entreprise n'ont qu'un certificat d'étude.

CPI Paul Hibon

17 novembre 2004

CPI : Comité de Pilotage de l'Industrie

Paul Hibon, Directeur Général

MRST

100 rte Rivière des Pluies

97490 Sainte Clotilde

02.62.92.24.92

paul@reunion-industrie.com

www.reunion-industrie.com

Descriptif et missions

Voir plaquette jointe.

Pour résumer, il s'agit d'encourager la création de richesse, d'emploi, de valeur à La Réunion. Cela implique d'essayer d'attirer des entreprises étrangères. Cela peut passer par l'exportation.

Attentes envers la future bibliothèque

Les services du CPI sont dans l'attente de l'ouverture de cette bibliothèque :

- pour leur propre usage. Ils font clairement partie du futur public
- ils orienteront aussi leurs clients vers la bibliothèque

Les attentes se situent sur deux plans :

- que la documentation soit en rapport avec les 4 secteurs d'activité de la Technopole, auxquels on ajoute le bâtiment et le secteur de la formation
- accessibilité et visibilité : c'est-à-dire des horaires d'ouverture adaptés aux personnes qui travaillent dans les entreprises (journée continue), des conditions d'accès simples et claires, une communication claire sur le contenu de la bibliothèque et l'accès aux documents.

Documents rapportés

- plaquettes descriptives du CPI
- Lettre de l'Observatoire des Investissements Extérieurs

Table des annexes

ANNEXE 1 : EXTRAIT DU CONTRAT QUADRIENNAL 2002-2005.....	II
ANNEXE 2 : « IMPLANTATION DU CENTRE DE RESSOURCES SUR LA TECHNOPOLE. UNE OPPORTUNITÉ POUR CRÉER UNE SYNERGIE UNIVERSITÉ-ENTREPRISES ». MM. ANCEL, BONNET, CONRUYT, COURDRIER, WATIN, OCTOBRE 2001. DOCUMENT DÉCRIVANT LE FUTUR CENTRE DE RESSOURCES, EN PARTICULIER LE CENTRE MULTIMÉDIA.	IV
ANNEXE 3 : « LE CENTRE DE RESSOURCES ». DOCUMENT TECHNOPOLE.....	VIII
ANNEXE 4 : « BIBLIOTHÈQUE DE L'ENTREPRISE. PROPOSITION D'ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE LA CONVENTION PARTICULIÈRE DE GESTION ». MME BLANC, 2002. TRAVAIL PRÉPARATOIRE RÉALISÉ PAR LE DIRECTEUR DU SCD, LA DIPAL, LA CINOR	IX
ANNEXE 5 : PLAN DE LA TECHNOPOLE (PRÉVISIONNEL EN CE QUI CONCERNE LES BÂTIMENTS UNIVERSITAIRES).....	XIII
ANNEXE 6 : « CENTRE DE DOCUMENTATION DANS LE CENTRE DE RESSOURCES DE LA TECHNOPOLE DE LA RÉUNION ».....	XV
ANNEXE 7 : « U3M. L'ESPACE DOCUMENTAIRE DE L'UNIVERSITÉ SUR LE TERRAIN DE LA TECHNOPOLE »	XVII
ANNEXES 8 : CLASSIFICATION PRISME.....	XIX
ANNEXE 9 : DOCUMENTS PRISME : LISTE DES CÉDÉROMS ET BASES EN LIGNE, PÉRIODIQUES SUR LE MONDE DE L'ENTREPRISE, PÉRIODIQUES EN ÉCONOMIE ET GESTION.....	XXII

Annexe 1 : Extrait du contrat quadriennal 2002-2005.

3 – 3 La politique documentaire

Instrument essentiel de la pédagogie et de la recherche, le service commun de documentation (SCD) poursuivra au cours de la nouvelle période contractuelle le développement amorcé au cours des dernières années, sur les différents sites, en terme d'accroissement des ressources documentaires, de modernisation et d'amélioration des services. Il contribuera, pour son secteur, au rayonnement de l'université dans l'Océan Indien en assurant la valorisation des fonds patrimoniaux et en participant à l'enrichissement de la base bibliographique « Médiathèque bibliothèque électronique de l'Océan Indien ».

Après l'ouverture, intervenue à l'automne 2001, de 4600 m² supplémentaires à la bibliothèque de droit et de lettres, de nouvelles opérations immobilières seront réalisées, avant le terme du contrat, afin d'assurer une meilleure desserte documentaire pour l'ensemble de la communauté universitaire : une construction de 3200 m² est prévue au Tampon ainsi que la première tranche de la nouvelle bibliothèque des Sciences de 2170 m². Parallèlement sur le nouveau site de la Technopôle, le SCD sera un partenaire actif dans le fonctionnement du futur centre de ressources : à proximité des installations universitaires, une bibliothèque de l'entreprise de 450 m² sera construite et équipée par la CINOR (Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion) et sa gestion confiée au SCD.

3 –3 –1 Le développement des ressources documentaires

La perspective de la mise en service de nouveaux bâtiments, associée à l'ouverture de formations nouvelles et aux besoins d'une recherche de plus en plus diversifiée va contraindre le SCD à conduire une politique d'acquisitions raisonnée sur l'ensemble des secteurs disciplinaires et sur la totalité des sites, menée en concertation étroite avec les enseignants et les chercheurs et en partenariat avec l'IUT et l'IUFM.

Il lui appartient d'élaborer, durant ce contrat, un plan de développement des collections, pour préciser les lignes de partage entre la bibliothèque et les composantes et garantir, à tous les usagers, une couverture documentaire satisfaisante.

Outre le nécessaire accompagnement des enseignements ouverts récemment, qui exigera, dans certains cas, la création de fonds ex nihilo, seront privilégiés les manuels indispensables aux étudiants de première année et les fonds en langues étrangères (anglais, allemand et espagnol), actuellement insuffisants, à destination des étudiants plus avancés.

Les ressources électroniques (bases de données sur CD-Rom et revues en ligne) sont désormais indispensables aux doctorants et aux enseignants-chercheurs : le SCD s'attachera à diversifier son offre dans tous les champs disciplinaires, sciences, droit, économie mais aussi lettres et sciences humaines et aura recours, chaque fois que possible, aux groupements d'achat universitaires pour bénéficier des tarifs commerciaux les plus avantageux. Les surcoûts prévisibles devraient, par ailleurs, conduire l'université à examiner la possibilité d'une mutualisation des moyens entre le SCD et les composantes, à travers des dispositifs de cofinancement.

Une attention particulière sera également portée aux besoins des acteurs du monde économique présents sur la Technopôle.

Enfin, un renforcement des collections sur la zone Océan Indien, sur tous supports, sera conduit en relation avec les équipes scientifiques de l'université et les partenaires extérieurs. Les lacunes constatées dans les principales collections fondamentales seront comblées et les travaux de relature entrepris à l'occasion de la préparation de l'extension de la section droit-lettres seront poursuivis sur d'autres titres de périodiques.

Annexe 2 : « Implantation du centre de ressources sur la Technopole. Une opportunité pour créer une synergie Université-entreprises ». MM. Ancel, Bonnet, Conruyt, Courdrier, Watin, octobre 2001. Document décrivant le futur Centre de ressources, en particulier le centre multimédia.

Implantation du centre de ressources sur la Technopole de la Réunion

Une opportunité pour créer une géopolie Université-entreprises

Auréli G., Bounet B., Courroy N., Couffler E., Watin M.

Université de la Réunion

Synthèse

Le centre de ressources de la technopole de la Réunion sera un lieu de coopération, d'identité entre les universitaires et les professionnels pour Soutir des innovations à la fois physiques et virtuelles sans de projet réalisables dans le cadre de l'axe.

Ces connaissances d'identité doivent permettre une meilleure exploitation de savoir-faire des entreprises (professionnelles, relations commerciales, gestion, etc.) et de connaissances (logiciels d'innovation, de recherche, etc.) pour la mise en œuvre des projets innovants dans le développement de la technopole (IUT, centres professionnels, DGSS, ingénierie de R&D).

En plus à l'intérieur des Ateliers de services aux entreprises et les entreprises, les étudiants développeront un savoir-faire (polyvalence, adaptabilité, créativité, travail d'équipe, capacité d'innovation, sans référence, etc.) propice à une meilleure insertion dans la société de l'Université à laquelle l'U de la Réunion souhaite participer et se servir. Ceci implique également les entreprises.

Ce savoir-faire permettra aux à réaliser un transfert de savoir-faire de ces technologies de services des structures professionnelles et non capable de générer un savoir-faire.

Le centre de ressources est le principal objectif de centre de ressources qui a pour but de créer une culture, basée sur une stratégie commune, entre les acteurs économiques et l'université de la Réunion.

L'usage d'information pour être largement optimisé avec l'usage intensif de SATE qui constitue un moyen pour permettre de passer à un régime mondial de communication, en bénéficiant de connexions à haut débit. Mais, avec un état de l'Union à l'Université, l'usage de la technologie, l'édition et la distribution de contenus culturels et scientifiques vers le monde de l'école, ce qui justifie en outre l'usage de la technologie.

La création d'infrastructures adéquates (plateau de co-design ou de créativité, centre d'un espace à haut débit) et se consacrer les différents concepts des contenus éducatifs, pédagogiques, métier, apprentissage, environnement, etc.) est une des conditions de succès de cette implantation.

¹ Réseau National des Ecoles de l'Université

Objets

Le cycle de renouvellement des nouveaux services liés aux TIC est de 18 mois, ce qui change fondamentalement le processus de recherche/développement des applications. L'usage de logiciels sera au centre de l'activité pour accélérer le processus de développement. Il participe à la conception des nouveaux produits, travail par des professionnels expérimentés dans les différents domaines de réalisables / livrables.

La stratégie dans ce domaine est d'acquiescer rapidement : conclusions, professionnels et collectivités doivent développer ensemble une politique "réactive" favorisant le processus d'innovation rapide de nouveaux services.

Le tissu économique des entreprises de la Réunion ne permet pas, comme c'est le cas en métropole, de mettre en place et de financer de tels projets ; il faut donc créer, avec l'appui de l'Université, des centres adaptés au contexte de la Réunion. Nous sommes convaincus que la proposition présentée dans ce projet participe à cet objectif de découverte d'une activité économique pour notre évolution au sein de la société de l'Université. Cette action doit être financée par la Réunion.

Le modèle proposé

L'université en partenariat avec les acteurs économiques de la Réunion qui sont portés par les acteurs économiques et sociaux. Inversement, les entreprises ont des projets de développement de services aux lesquels elles souhaitent allouer la recherche/développement universitaire. Ceci pourra être mis en œuvre par le biais de la formation continue ou par des stages de longue durée.

Un des objectifs de l'Université de la Réunion est de développer le cabinet des étudiants à l'École de l'Université, tel qu'il est en place par le CSTI¹, qui est l'organe de recommandations de l'Université sur les technologies de l'information et de la communication.

Ce cabinet délivrera des formations de services (formation linguistique, DGSS etc. à haut-débit), de services de l'Université professionnelle, IUT à haut-débit ou de services de l'Université (IUT, IUTS à haut-débit).

Son contenu concerne plusieurs domaines :

- Une formation aux Technologies de l'Information et de la Communication à base de polyvalence et de l'enseignement scientifique basé sur le développement des sciences économiques, sociales, juridiques et linguistiques.
- Des connaissances de spécialité en liaison avec les métiers universitaires aux entreprises (par exemple les services à haut-débit, les métiers de la mode à haut-débit, quel que soit le métier).
- Une approche de la formation destinée à former des cadres supérieurs, capables de réaliser d'applications créatives au sein des entreprises et pas seulement par la technologie.
- Des méthodes pédagogiques basées sur les Technologies de l'Information et de la Communication dans l'enseignement (DCE) et appliquées notamment sur les réseaux haut-débit.
- Une action de recherche de formation de services continue vers et depuis d'autres écoles techniques mais aussi en relation avec les formations en ligne au sein des entreprises.

² Les entreprises du secteur concerné sont des PME/PMI
³ Conseil Stratégique des Technologies de l'Université

• Le site en place d'une activité de recherche en coordination avec les besoins des éditeurs et sous-traitants pour les besoins de l'enseignement d'usage scolaire.

• La finalisation continue dépendant des contraintes existantes se produisant dans le domaine des TIC et de l'Internet.

L'application de ce modèle sur la technologie présentée à la Réunion de devrait un « club » dans la zone de l'Union Indes pour la Mission Nationale des Centres de l'Internet.

Centre de ressources

Multimédia, Médiatèque, Bibliothèque, Bibliothèque

Services et contenus, Mises en pratique, Téléphones

Exemple de concept de système (cf. présentation Préprojet)

Les infrastructures demandées "espace technique pédagogique"

• Présentation du projet

Il est proposé de créer sur le site de la Technologie de la Réunion, un espace technique et pédagogique aux technologies de l'Information et de la communication, sur 400 m², présentant les fonctions suivantes :

- la formation aux TIC des élèves de l'Université et formation continue des professionnels
- le suivi des projets TIC
- le prêt et l'emprunt de matériel pédagogique
- la veille technologique
- la gestion des ressources disponibles en collaboration avec la DTI
- l'interface et la mise en contact aux entreprises des espaces pour une intégration de locaux formation professionnelle (via DRESS).

Aurélien G., Aurélien B., Christophe F., Christophe E., Pierre M.

Université de la Réunion, octobre 2001

• Description technique

400 m² de surface utile comprenant :

- un espace de formation et de visioconférence (70 m²)
- un plateau technique pédagogique avec une hauteur sous plafond de six étages en trois volumes (170 m²)
- 4 locaux (30 m²)
- 1 salle de formation et en libre accès à la consultation d'appareils fixes (25 m²)
- 1 salle de formation à la manipulation d'appareils fixes (25 m²)
- 1 salle de montage, maintenance et prêt de matériel (20 m²)
- 1 salle de travail pour les étudiants et les professionnels (40 m²)

Projets Identifiés

Projets : C2, espace 1
 C2, espace 2

Conclusion

L'Université est traditionnellement un lieu de production de contenus qui ne sont pas bien valorisés. Les technologies récentes à acquies, valent ces conclusions. Le Centre de ressources va permettre la mise en œuvre de contenus (documents, ouvrages, logiciels) ainsi que contenus à valeur ajoutée des entreprises. Il permettra d'avoir un lieu de veille technologique lié aux différents niveaux de compétences (recherche, production, édition, distribution) requis pour les nouveaux services à rendre au client (télé-activités, productions multimédias, etc.).

Un des objectifs du Centre serait d'offrir les services nécessaires en favorisant le partage par les usagers, c'est-à-dire en plaçant les utilisateurs au centre d'un plateau de co-développement de produits et services de haute qualité.

Les passerelles identifiées sont indispensables au projet. Ils participent aux décisions via les données de qualité, contribuant à la formation pour appuyer leur savoir-faire, et maximisant les fruits de la recherche. Ils offrent des privilèges applicatifs avec accès à l'expertise, à la recherche, aux étudiants et à la formation.

Il faut être réactif aux besoins des entreprises partenaires, leur donner accès aux compétences en répondant à leur besoin d'innovation, offrir les locaux pour optimiser les formations, et enfin offrir un partenariat des plates-formes de contenu.

L'Université s'engage notamment dans ce nouveau processus de formation. Elle souhaite être accompagnée dans cette démarche par d'autres partenaires. Elle sollicite une aide pour la conception et la réalisation de contenu de ressources en accord avec les principes énoncés dans cette proposition. Cette aide devra être accordée dans le cadre d'une affectation plus large sur l'investissement des TIC au sein de la technologie (accès contenus, pour quels usages ?).

Aurélien G., Aurélien B., Christophe F., Christophe E., Pierre M.

Université de la Réunion, octobre 2001

ANNEXE 1 : FORMATIONS

Uniquement pour les étudiants en Master

Processus de tournage et studio 360

- Offrir dans un espace unique :
 - une expérience unique pour le tournage de vidéos courtes avec l'assistance technologique de
 - la studio multi-plateaux virtuels.

Realisation de films courts :

- la formation à distance
- concours de courts
- stages de la Science (au sein d'un master)
- ateliers films
- ateliers WEB

Tablettes numériques
Techniques d'animation

Optique mobile

- Services journalistiques TV et radio
- Bouquages : Accord avec RFP et 3CV
- Coopération de l'audiovisuel (journal)
- Production films et public
- Travail des livres par l'audiovisuel
- Cours 3D (courants)
- TP 3D

Publics visés

- Etudiants L3 (Géométrie, Mathématiques) (100/200 étudiants)
- Tous les DESS (4-600 h) (80 étudiants)
- Formations continues (journalisme, ingénierie...)
- Les différents partenaires professionnels (Médias, Industrie, CNV, IREO...)

Remarque :
Les cours de tournage sont demandés par certains formations, En plus de grande PLE : Possibilité de la formation continue pour le financement des équipements de tournage.

Auteur : Anne-Laure Courvoisier, Françoise B. Rivier

Université de la Réunion, octobre 2011

ANNEXE 2 : PROJETS

TICE :

- Appréhension de projets de gestion sur DVD vidéo, puis sur Internet. Présentation avec le Centre National de la Région, France Télévision orange.
- Préparation de supports de télé-enseignement pour le projet de DESS IMA dans le centre Océan Indien : projet de cohabitation en cours avec Assurances, Finances, Travaux.
- Cours de statistiques (Cours de base géométriques en ligne pour préparer les étudiants à des données géométriques avancées, à servir de référence pédagogique et de projet de recherche).

Valorisation de contenus pédagogiques :

- Développement d'un site Internet + CD-ROM sur la vie sociale avec ECONOMIE et Technologie Vie Sociale. Ce projet financé dans le cadre du programme ITC de centre académique 2002-2005 de l'Université (avec FFP local) sur l'investissement Technologique.
- Système d'information géographique sur le bassin versant de Saint-Denis avec le Parc Marin et l'Agence.

Transfert d'expertise dans la recherche :

- Services de gestion de bases de connaissances (BES) et ses applications (concepts, méthodes, outils, applications, pharmacologie, génétique, etc.). En collaboration avec le CIRD de Biologie et des Sciences de la Vie, Paris, Nice, Toulouse). Les projets sont en cours pour offrir le projet lors du colloque de novembre 2011 en biologie à la Réunion. En collaboration avec l'IRAD et l'Institut de la Santé et de l'Environnement, à partir de l'histoire des connaissances en génétique, statistiques, mathématiques, etc. et les projets régionaux.
- Participation d'un professeur maître de thèse et de ses de la grande école de formation multi-grades Océan. Projets de recherche à l'IRAD, qui est actuellement financé par les projets régionaux avec les partenaires :
 - CIRAD pour la réalisation de gestion des écosystèmes dans certains secteurs de la Réunion.
 - IRAD pour la réalisation de projets de gestion de grands pâturages.
 - ONSA pour la réalisation de Gestion des écosystèmes dans certains secteurs de Madagascar.

Valorisation de la ZOI par le numérique

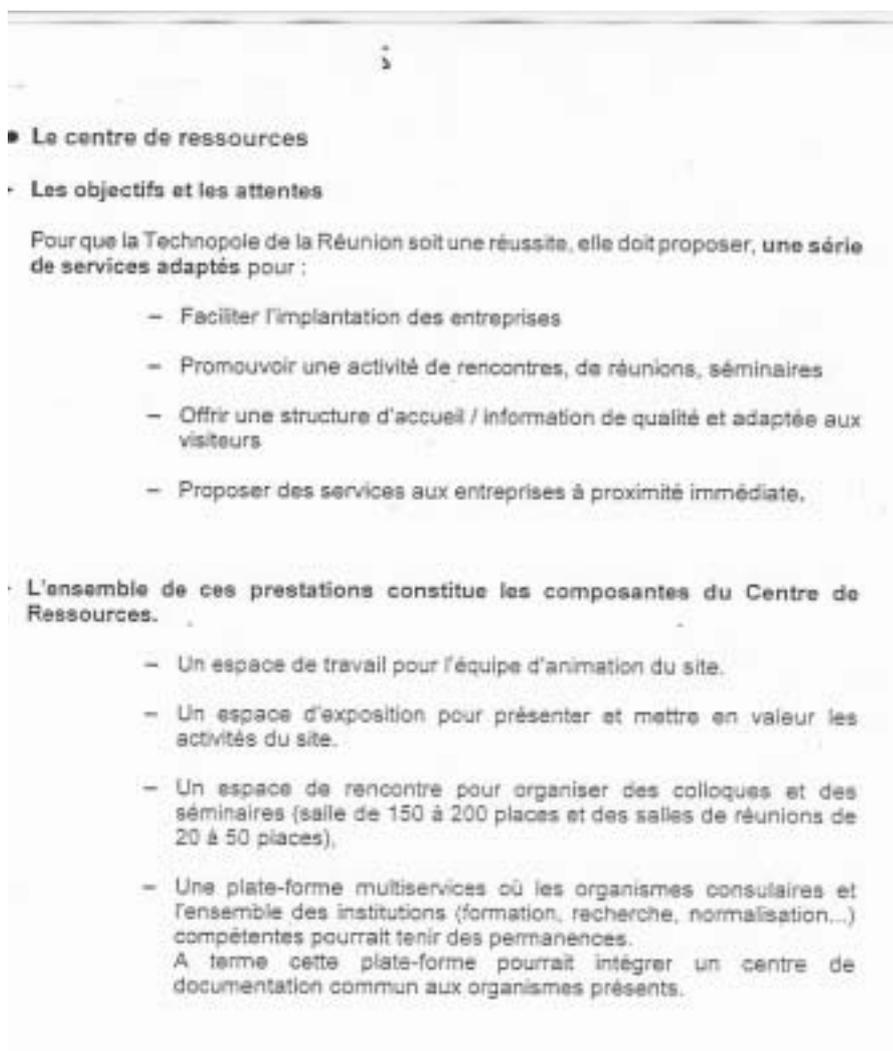
Construction de supports numériques sur le thème de l'accompagnement de relations scientifiques sur les sites d'excellence de l'Université (Vieljeux, Gledje, Ecologie marine, Etats de la Réunion, etc).

*** Centre National de Géographie d'Assurance**

Auteur : Anne-Laure Courvoisier, Françoise B. Rivier

Université de la Réunion, octobre 2011

Annexe 3 : « Le centre de ressources ». Document Technopole.



Annexe 4 : « Bibliothèque de l'Entreprise. Proposition d'éléments constitutifs de la convention particulière de gestion ». Mme Blanc, 2002. Travail préparatoire réalisé par le directeur du SCD, la DIPAL, la CINOR .

BIBLIOTHEQUE DE L'ENTREPRISE

Propositions d'éléments constitutifs de la convention particulière de gestion

1- Câblage / Réseaux : Raccordement de la Bibliothèque de l'Entreprise au réseau fibre optique de l'Université

- Utilisation de la ligne installée le long du Boulevard Sud (Région ?) entre l'Université du Moufia jusqu'au Parc Technologique Universitaire (PTU)
- L'Université prendra en charge la mise en place d'une liaison entre PTU/Bibliothèque de l'Entreprise (dans le Centre de Ressources) pour assurer le service documentaire de la Technopole
- Pour la mise en ligne au profit des entreprises, il conviendra, au sein de la Bibliothèque de l'Entreprise, d'avoir un serveur dédié (par rapport aux contrats d'abonnement en ligne pris par le SCD pour la Communauté Universitaire). L'achat de ce serveur ne sera pas à la charge de l'Université.

2- Gardiennage :

L'Université demande que la Bibliothèque de l'Entreprise soit dotée d'un système de détection anti-intrusion et report d'alarme au poste de sécurité général de la Technopole ou le cas échéant au poste de sécurité du PTU (gardien)

⇒ Mettre au point un protocole d'action en cas d'alerte

3- Fluides

- | | | |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ○ Téléphone ○ Electricité ○ Eau | } | <p><u>FORFAITISER</u>
Quel pourcentage pour le service aux entreprises ?
(minimum : 20% ?)</p> |
|---|---|--|

4- Nettoyage

Prise en charge directe par l'Université dans le cadre de son marché de nettoyage

5- Entretien par le locataire :

Changement des lampes, diverses réparations : Université

6- Impôts et taxes

Se reporter à l'avenant de la convention : ce n'est pas directement du service à l'étudiant.

7- Personnel

Mis à disposition par le SCD :

- 1 bibliothécaire
 - 1 magasinier spécialisé
 - 3 moniteurs étudiants
- } 94000 €/an

- o par ailleurs une gestion mutualisée a été proposée dès le début du projet (par ex avec la documentaliste de la plateforme technologie mise en place par la CCIR à la MRST en octobre 2002, la documentaliste de PROTEL, de manière à étendre les capacités de recherche en ligne et l'interactivité du service documentaire (s'ajouteraient par ex à l'offre, la possibilité de former les utilisateurs à la recherche, la découverte commentée de produits innovants, etc...)

8- Fonds documentaire

Ouverte à la fois à la Communauté Universitaire et aux Entreprises, la Bibliothèque de l'Entreprise offrira l'accès aux ressources actualisées (sur différents supports) correspondant aux axes de recherche et de formations professionnalisées ainsi qu'aux collections sur la gestion, l'économie, le droit commercial, le droit des sociétés, la normalisation, les brevets.

Une veille documentaire (stratégie ? concurrentielle ?) sera mise en place dans les domaines correspondant aux axes de la recherche - et de la recherche appliquée (Incubateur et Pépinières d'entreprise)

La Bibliothèque de l'Entreprise sera en liaison constante avec le Service Commun de Documentation dont elle constituera un poste avancé sur la Technopole.

L'ensemble des collections et d'abonnements représente 610 000 € annuels dont 1/4 au moins sera directement utilisable par les entreprises (ou en lien avec leur thématique).

9- Premier équipement

A la charge du constructeur.

Constitué d'un équipement de base (banque d'orientation, automate de prêt, système de portiques antivols, carrels de consultation informatique, postes de travail classiques, sièges, postes informatiques et imprimantes, photocopieurs, rayonnages), il s'élève à 170 000 €

- o Informatique 1 : l'équipement en postes de travail est inclus dans le total ci-dessus - 30 postes sont à prévoir (soit 39 000 €)

Une provision pour amortissement devra être envisagée sur 3 ans (13 000 €/an) de manière à en assurer le renouvellement : à la charge de l'Université ?

- o Informatique 2 : Le SCD prendra à sa charge les licences supplémentaires d'accès au système informatique de gestion et au système d'informatisation de la Bibliothèque : soit 30 000 €

*Exemple
liste
+ logiciels
bibliothécaire
SCD*

*quartz
titulaire
Nouveaux Agencement / poste AA
+ Arist...
Fiche...*

Service commun de documentation

10- Maintenance

hypothèse de travail

- les contrats de maintenance du bâtiment (globalisation pour le Centre de Ressources en ce qui concerne le génie électrique et le génie climatique) seraient pris en charge par le Centre avec paiement de la consommation électrique dans la Bibliothèque par le SCD.
- Les contrats annuels de maintenance du système antivol, de l'extension du système informatique de gestion et du système d'information seront à la charge de l'Université (le SCD)

11- Assurance

L'Université prendra une assurance annuelle sur budget propre (équivalent à une multirisque habitation) en déclarant l'ensemble des équipements intérieurs (évaluer l'assiette).

***Annexe 5 : Plan de la Technopole
(prévisionnel en ce qui concerne les
bâtiments universitaires)***

***Annexe 6 : « Centre de documentation
dans le centre de ressources de la
Technopole de La Réunion »***

CENTRE DE DOCUMENTATION DANS LE CENTRE DE RESSOURCES DE LA TECHNOPOLE DE LA REUNION

Toutes les connaissances disponibles sont accessibles sur Internet. **Accéder à la bonne information, dans les délais les plus courts, est l'enjeu du développement** de toutes les entreprises (publiques et privées).

Dès les premières réunions sur la définition des équipements structurants de la Technopole, la mise en place d'un Centre de documentation dans le Centre de Ressources a été retenue comme une option crédible dans le dispositif illustrant la dynamique d'échange et de coopération entre l'Université et le monde économique.

Le Service Commun de Documentation de l'Université de la Réunion propose de mettre en place dans le Centre de Ressources de la Technopole de la Réunion, **une structure documentaire, centre de services et de recherches** répondant à la fois aux besoins des quatre filières d'enseignement professionnalisé et de recherche (dans les domaines des TIC, de l'informatique, des biotechnologies, des sciences humaines et sociales et de l'entrepreneuriat) **du programme universitaire sur la Technopole et des entreprises** installées sur le site.

L'**incubateur et la pépinière d'entreprises**, dans la recherche active d'informations liées au développement de leurs projets, s'appuieront sur ce dispositif transversal.

Centre de documentation de la Technopole

L'actuel Système d'information installé sur les sites du Service Commun de la Documentation permet une implantation en extension sur le site de la technopole pour donner accès aux ressources électroniques déjà disponibles à partir de postes de consultation locaux. Seule une mise à jour des licences client/serveur de l'ordre de 5 000F par poste implanté sera nécessaire.

La structure implantée sera organisée comme un carrefour d'information entre la recherche l'innovation et la gestion des entreprises.

Elle pourra assurer un service de veille documentaire et de formation des usagers à l'accès à l'information et sera un lieu unique d'accès aux documents sous toute leurs formes : papier, multimédia, audiovisuel, numérique.

Gérée par le personnel du Service commun de la documentation et regroupant les collections nécessaires aux enseignements et à la recherche sur le site, les collections du Centre Multimédia de l'Université de la Réunion, enrichies de documentation orientées gestion/économie, législation des entreprises, normes et nouvelles technologies, elle bénéficiera de l'expérience et du professionnalisme de ce personnel dans les domaines de la gestion des documents, de la veille documentaire et de la formation des usagers à la recherche de l'information. Le SCD est déjà ouvert aux socioprofessionnels.

***Annexe 7 : « U3M. L'espace
documentaire de l'Université sur le
terrain de la Technopole »***

U3M
L'ESPACE DOCUMENTAIRE DE L'UNIVERSITE SUR LE TERRAIN DE LA TECHNOPOLE

1 - PRESENTATION DU PROJET

Il est proposé de créer sur le site de la Technopole de la Réunion, un espace documentaire universitaire Multimédia sur 600 m², présentant les fonctions suivantes :

- a) la fonction documentation : essentiellement l'accès à la "bibliothèque électronique" du SCD pour la recherche et l'enseignement délocalisés sur le site
- b) l'actualité du centre-ressource du centre Multimédia
- c) l'accueil et l'aide à la recherche pour les entreprises du site (hors université) à partir de ces mêmes structures d'information

2 - DESCRIPTION TECHNIQUE

600 M² DE SURFACE UTILE = 100 places assises - 1.2 MF d'équipement

Composant :

I - UN ESPACE PUBLIC (534 m²) avec résistance au sol / espace documentaire
 - une salle de consultation des documents

Tout supports comportent plusieurs sous-espaces

- * → une entrée / Hall = information d'actualité 20 m²
- * → une Banque de Prêt / Accueil / Recherche documentaire 20 m²
- * → consultation "rapide" de bases en ligne et de CD-ROM = 2 ensembles hexagonaux de 6 places 20 m²
- * → un espace "carrés" pour travail de recherche individuelle : 20 postes 150 m²
- * → un espace Accueil de Multimédia 60 m²
- * → un espace de travail avec tables et chaises 146 m²
- * → un espace de triage des documents (rayonnages) 60 m²

- 2 salles de groupes de 10 places 40 m²

II - UN ESPACE INTERIEUR (76 m²)

- 3 bureaux 36 m²
- un espace de stockage - atelier

3 - BUDGET EQUIPEMENT

- Contrôle antivols + sensibilisation	100 KF
- Banque de Prêt	60 KF
- Tables et chaises + rayonnages et présentoirs	200 KF
- 2 ensembles 12 postes informatique consultation rapide	80 KF
- 3 bureaux équipés + espace stockage	60 KF
- 20 carrés	200 KF
- 40 ordinateurs	440 KF
TOTAL	1 200 KF

4 - LE PERSONNEL

1 Bibliothécaire
 1 Magasinier
 Maintiens-Etudiants

} pour le SCD + Personnel salle de lecture Multimédia

Annexes 8 : Classification PRISME

CLASSEMENT PRISME

COTES	INTITULÉS STRUCTURÉS	COTES	INTITULÉS STRUCTURÉS
INTERNATIONAL - DONNÉES SUR L'ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ		SECTEURS D'ACTIVITÉ - FRANCE	
080 01	Sources d'information		FRANCE - DONNÉES SUR L'ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ
080 011	Faires et salons	084 01	Sources d'information
080 02	Annuaire général (mondial)	084 011	Faires et salons
080 021	Annuaire général (Europe)	084 012	Informations sur les organismes
080 04	Études économiques générales (données de cadrage)	084 02	Annuaire général
INTERNATIONAL - ÉTUDES ET ANNUAIRES PAR SECTEURS		084 021	Annuaire (classement d'entreprises)
080 104 1	Études économiques multisectorielles	084 022	Annuaire (entreprises étrangères en France)
080 111	Agriculture, pêche et industries agro-alimentaires	084 04	Études économiques générales et régionales (données de cadrage)
080 113	Industries extractives et énergétiques	FRANCE - ÉTUDES ET ANNUAIRES PAR SECTEURS	
080 117	Industrie textile, habillement, cuir	084 041	Études économiques multisectorielles
080 12	Bois, papier, emballage, édition, imprimerie	084 11	Agriculture, pêche et industries agro-alimentaires
080 124	Industrie chimique et pharmaceutique	084 13	Industries extractives et énergétiques
080 127	Métallurgie et travail des métaux	084 17	Industrie textile, habillement, cuir
080 129	Biens d'équipement industriels et domestiques	084 2	Bois, papier, carton, emballage
080 13	Industries électriques et électroniques, précision et optique	084 22	Édition, imprimerie
080 134	Matériel de transport	084 24	Industrie chimique et pharmaceutique
080 136	Autres industries manufacturières	084 27	Métallurgie et travail des métaux
080 145	Bâtiment, génie civil	084 28	Biens d'équipement industriels et domestiques
080 15	Commerce - Généralités et distribution	084 3	Industries électriques et électroniques
080 152	Commerce - Commerce international et réglementation	084 33	Industries de précision, optique
080 155	Hôtels, restaurants, tourisme	084 34	Matériel de transport
080 16	Transports, Logistique	084 36	Autres industries manufacturières
080 164	Postes et Télécommunications	084 45	Bâtiment, génie civil
080 165	Finance	084 5	Commerce - Généralités
080 166	Assurance	084 61	Commerce - Distribution
080 172	Activités Informatiques	084 611	Franchise
080 174	Publicité, communication d'entreprise, marketing	084 612	Vente à distance et commerce électronique
080 175	Management, conseil, activités juridiques et comptables	084 62	Commerce extérieur
080 178	Services divers aux entreprises	084 65	Hôtels, restaurants, tourisme
080 18	Enseignement, formation	084 6	Transports, Logistique
080 185	Santé	084 64	Postes et Télécommunications
080 19	Eau, environnement et services collectifs	084 65	Finance
080 191	Associations et fondations	084 66	Assurance
080 192	Médias, culture, loisirs, sport	084 7	Immobilier
SECTEURS D'ACTIVITÉ - ROYAUME-UNI		084 73	Activités Informatiques
082 01	Sources d'information	084 73	Recherche et développement
082 02	Annuaire général	084 741 1	Activités artistiques
082 04	Études économiques générales	084 741 2	Activités comptables
082 1	Annuaire et études sectorielles	084 741 3	Études de marché, sondages, marketing
SECTEURS D'ACTIVITÉ - ALLEMAGNE		084 741 4	Publicité, communication d'entreprise
083 01	Sources d'information	084 741 5	Management et conseil
083 02	Annuaire général	084 742 2	Architectes, géomètres
083 04	Études économiques générales	084 742 3	Ingénierie, études techniques, contrôle
083 1	Annuaire et études sectorielles	084 745	Relations humaines - Emploi
		084 746	Sécurité, extinction
		084 746	Services divers aux entreprises
		084 75	Administration centrale
		084 751	Collectivités territoriales et développement local
		084 8	Enseignement
		084 84	Formation
		084 85	Santé
		084 853	Action sociale
		084 9	Eau et environnement et services collectifs
		084 91	Activités associatives économiques
		084 913	Associations et fondations
		084 921	Audiodivulsi, médias
		084 923	Culture, arts, spectacles
		084 928	Sports, loisirs
		084 93	Services domestiques
		084 99	Divers

SECTEURS D'ACTIVITÉ - ITALIE		ESPACE THÉMATIQUE	
085.01	Sources d'information		L'ENTREPRISE
085.02	Annuaire généraux	085.31	L'entreprise
085.04	Études économiques générales	085.311	La création d'entreprises
085.1	Annuaire et études sectoriels	085.312	Ades et publications
		085.313	L'instrument
		085.314	Exportation, implantation, Expansion
SECTEURS D'ACTIVITÉ - ESPAGNE et PORTUGAL			
086.01	Sources d'information	086.315	Les marques
086.02	Annuaire généraux	086.316	Start-up et nouvelle économie
086.04	Études économiques générales		L'INDIVIDU
086.1	Annuaire et études sectoriels	086.32	L'individu
		086.321	Recherche d'emploi
			La formation professionnelle
SECTEURS D'ACTIVITÉ - AUTRES PAYS EUROPEENS		086.322	
087	Autres pays européens - Annuaire et études	086.323	Les métiers
087.1	Berlin - Annuaire et études	086.324	La Fonction publique
087.2	CEI - Annuaire et études		LES COLLECTIFS
		086.325	Les associations
SECTEURS D'ACTIVITÉ - ASIE, OCEANIE			
089.501	Asie - Sources d'information		
089.502	Asie - Annuaire généraux		
089.504	Asie - Études économiques générales		
089.51	Asie - Annuaire et études sectoriels		
089.52	Asie - Annuaire et études par pays		
089.541	Moyen-Orient - Annuaire et études économiques générales et sectoriels		
089.542	Moyen-Orient - Annuaire et études par pays		
SECTEURS D'ACTIVITÉ - AFRIQUE			
090.801	Afrique - Sources d'information		
090.802	Afrique - Annuaire généraux		
090.804	Afrique - Études économiques générales		
090.81	Afrique - Annuaire et études sectoriels		
090.82	Afrique - Annuaire et études par pays		
SECTEURS D'ACTIVITÉ - ETATS-UNIS, CANADA			
088.701	Sources d'information		
088.702	Etats-Unis - Annuaire		
088.702.1	Canada - Annuaire		
088.704	Études économiques générales		
088.71	Annuaire et études sectoriels		
SECTEURS D'ACTIVITÉ - AMÉRIQUE LATINE			
089.901	Amérique latine - Sources d'information		
089.902	Amérique latine - Annuaire généraux		
089.904	Amérique latine - Études économiques générales		
089.91	Amérique latine - Annuaire et études sectoriels		
089.92	Amérique latine - Annuaire et études par pays		
SOCIÉTÉS			
089.1	Sociétés - Europe Active		
089.14	Sociétés - Europe		
089.148	Sociétés - France		
089.15	Sociétés - Asie et Océanie		
089.16	Sociétés - Afrique		
089.17	Sociétés - Amérique du Nord		
089.18	Sociétés - Amérique latine		
089.2	Sociétés - Études de consultants		
089.24	Sociétés (Études de consultants) - Europe		
089.244	Sociétés (Études de consultants) - France		
089.25	Sociétés (Études de consultants) - Asie et Océanie		
089.26	Sociétés (Études de consultants) - Afrique		
089.27	Sociétés (Études de consultants) - Amérique du Nord		
089.28	Sociétés (Études de consultants) - Amérique latine		

***Annexe 9 : Documents PRISME : liste
des cédéroms et bases en ligne,
périodiques sur le monde de
l'entreprise, périodiques en économie et
gestion***



Liste des cédéroms et bases en ligne

(accessibles en salle de lecture à partir des postes Renet)

DROIT

Actualité juridique-droit administratif

(*Dalloz*)

Texte intégral du mensuel Actualité juridique-droit administratif (1990-).

Administratif

(*Transactive*)

Références bibliographiques de publications françaises et étrangères relatives aux administrations et aux entreprises publiques : articles de périodiques, monographies, travaux universitaires, actes de colloques, rapports, documentation administrative interne.

Bibliography of Nineteenth Century Legal Literature

(*Ins of Court in England ; British Copyright Libraries ; Harvard University Library ; Library of Congress/Chaboyck-Healey ; Anoro Pub.*)

Références bibliographiques d'ouvrages de référence et de traités de droit, offrant un panorama de la doctrine juridique au XIXe siècle en Grande-Bretagne, Irlande et États-Unis.

Doctrinal

(*Cabiers d'avocats Berlitz & Cie, Gide Loyrette Nouel, Skermsan & Sterling ; Bibliothèque interuniversitaire Cujas/Transactive*)

Références bibliographiques d'articles de doctrine juridique extraits de 190 périodiques - essentiellement français - spécialisés en droit.

Droits antiques

(*Centre de documentation des droits de l'Antiquité*)

45 000 références bibliographiques en droit de l'Antiquité (accès par internet)

Index to Foreign Legal Periodicals

(*American Association of Law Libraries/SilverPlatter*)

Références bibliographiques d'ouvrages de droit, d'actes de congrès et d'articles publiés dans plus de 450 périodiques juridiques du monde entier (1985-).

Juridique Cassation

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral des arrêts publiés et inédits rendus par toutes les chambres de la Cour de cassation depuis 1984, enrichis de liens hypertextes vers les articles des codes, lois et décrets cités (1984-).

Juridique Concurrence

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral de la jurisprudence nationale et communautaire en matière de droit de la concurrence : contentieux national (avis et décisions du Conseil de la concurrence depuis 1955 ; rapports depuis 1987 ; arrêts et décisions de la cour d'appel de Paris, de la Cour de Cassation, du Conseil d'État et du Tribunal des conflits) et communautaire (décisions ou arrêts de la commission, du TPICE, de la CJCE, de la Cour de cassation et du Conseil d'État).

Juridique Conseil d'état, Cours administratives d'appel et Tribunal des conflits

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral des décisions publiées et inédites rendues par le Conseil d'État et le Tribunal des conflits depuis 1980, ainsi que des arrêts des cinq cours administratives d'appel depuis leur création (1980-).

Juridique Fiscal

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral du "Lamy Fiscal" et des bulletins d'actualités ; législation nationale, directives européennes et conventions internationales en vigueur, et jurisprudence rendue en matière fiscale.

Juridique Lois et règlements

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral de tous les textes publiés au "Journal officiel : lois et décrets" depuis 1980 à l'exception des textes nominatifs, ainsi que dans 14 bulletins officiels ministériels (1980-).

Juridique Social

(*Éditions Lamy*)

Texte intégral du "Lamy Social", du "Lamy Protection sociale" et des bulletins d'actualités, renvoyant à la législation en vigueur ainsi qu'à la jurisprudence du droit du travail et de la protection sociale.

Juris-Classeur

(*Éditions du Juris-Classeur*)

Cette base propose en version électronique une réplique exacte de la version imprimée de la publication à feuilles mobiles. Elle comprend aussi la revue *La Semaine juridique*, dans ses trois éditions (générale, notariale, entreprises) ainsi qu'une sélection de décisions rendues par les différentes juridictions. Le fonds de la base consacré à la doctrine est issu d'une centaine de revues éditées par le Jurisclasseur. La totalité de ces publications est disponible en texte intégral (Accès par Internet)

Multicodes Dalloz

(Dalloz)

Six codes Dalloz : civil, procédure civile, travail, commerce, pénal, procédure pénale - en texte intégral, accessibles par de multiples modes de recherche.

Petites affiches

(Petites Affiches)

Reprend l'ensemble des articles juridiques publiés dans les Petites affiches de janvier 1994 à décembre 2000, ainsi que la plupart des décisions annotées parues dans le *Quotidien juridique* de juin 1993 à décembre 1998 (à l'exception de quelques articles liés à l'actualité et des articles culturels).

Recueil Dalloz

(Dalloz-Sirey)

Texte intégral de la "Revue hebdomadaire de droit général français et communautaire" depuis le 1er janvier 1990, réparti en quatre rubriques : doctrine, jurisprudence, législation, bibliographie.

Transposit

(Transactive)

Texte intégral des directives européennes depuis 1958 et de leurs textes de transposition en droit interne (lois, décrets, arrêtés, circulaires).

Wilson Index to Legal Periodicals

(H. W. Wilson/Ovid)

Indexation d'articles de plus de 700 revues juridiques, bulletins d'instituts et d'universités, publications professionnelles, annuaires, publiés dans les pays anglo-saxons (accès par Internet ; août 1981-).

ECONOMIE et GESTION

X ABIInform global

(ProQuest Information and Learning)

Références, et dans certains cas résumés, d'articles parus dans plus de 1 000 revues principalement anglo-saxonnes. Domaines couverts : commerce, métallurgie, finance, information sur les entreprises (1996-).

Business and Industry Database

(Responsive Database Services, Inc./SilverPlatter)

Références et résumés d'articles de périodiques (60% avec texte intégral), issus de près de 200 pays et couvrant entreprises, industries, produits et marchés (technologies de pointe bien représentées) (1994-novembre 2000).

Business Reference Suite

(Gale Group)

Références bibliographiques, résumés d'articles, tableaux et 70% du texte intégral de 1400 publications périodiques, principalement anglo-saxonnes. Contenu orienté vers le monde des affaires au niveau international - entreprises, industries, produits, marchés, démographie, propriété intellectuelle - avec une importance particulière accordée aux technologies de pointe (accès par Internet).

X Business Source Premier

(Ebsco)

Axée sur le monde de l'entreprise, cette base propose l'accès à un grand nombre de revues d'intérêt général (Forbes, Fortune...) mais aussi aux revues académiques anglo-saxonnes les plus réputées (Journal of Finance, Harvard Business Review...) et aux *Company Profiles* de Datamonitor (accès par Internet).

Cheltem

(Centre d'études prospectives et d'informations internationales/Bureau Van Dijk)

Comptes harmonisés sur les échanges de l'économie mondiale. Données statistiques par pays en trois séries : commerce international, PIB (taux de change, population) et balance des paiements.

Delphe

(Chambre de commerce et d'industrie de Paris ; Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie/Indes/Presse)

Indexation de la presse économique française et étrangère : produits et marchés, vie des entreprises, gestion de l'entreprise et environnement économique, financier et juridique (1980- ; à partir de 1997, accès par Internet).

X Ebsult

(American Economic Association/SilverPlatter)

Références bibliographiques et résumés de la littérature internationale issue de la recherche en économie : livres, thèses, littérature grise et articles parus dans plus de 400 revues (1969-).

Helecon

(Helsinki School of Economics and Business Administration)

Références de monographies, de thèses, d'articles de périodiques contenus dans onze des plus grandes bases de données économiques et commerciales internationales, avec un résumé dans la plupart des cas.

KnowEurope

(Chadwyck-Healey)

Informations sur l'Europe (données récentes, institutions, législation, politiques, biographies). Documents en texte intégral, sélection de plus de 1 200 sites, références bibliographiques (accès par Internet).

ProQuest European Business

(ProQuest Information and Learning)

Texte intégral et références d'articles de plus de 100 publications périodiques en langue anglaise. Etudes macroéconomiques de pays ou zones géographiques. Informations sur les entreprises et les marchés depuis 1985 (accès par Internet).

MONDE DE L'ENTREPRISE

Amadeus (voir portail Orbis)

(Bureau Van Dijk)

Coordonnées et analyse financière de plus de 200 000 entreprises de 30 pays européens (comptes, bilans, ratios financiers, actionnaires et filiales). Présentation uniformisée pour des comparaisons transfrontalières (accès par Internet).

Business Reference Suite

(Gale Group)

Références bibliographiques, résumés d'articles, tableaux et 70% du texte intégral de 1400 publications périodiques, principalement anglo-saxonnes. Contenu orienté vers le monde des affaires au niveau international - entreprises, industries, produits, marchés, démographie, propriété intellectuelle - avec une importance particulière accordée aux technologies de pointe (accès par Internet).

Business Source Premier

(EBSCO)

Axée sur le monde de l'entreprise, cette base propose l'accès à un grand nombre de revues d'intérêt général (Forbes, Fortune...) mais aussi aux revues académiques anglo-saxonnes les plus réputées (Journal of Finance, Harvard Business Review...) et aux Company Profiles de Datamonitor (accès par Internet).

DafsaLiens

(Idéal Info ; Bureau Van Dijk)

Actionariat et participations financières de 120 000 entreprises liées aux 1 000 sociétés françaises cotées en bourse.

Delphe

(Chambre de commerce et d'industrie de Paris ; Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie/IndexPresse)

Indexation de la presse économique française et étrangère : produits et marchés, vie des entreprises, gestion de l'entreprise et environnement économique, financier et juridique (1980- ; à partir de 1997, accès par Internet).

Diane (voir portail Orbis)

(SICL/Bureau Van Dijk)

Analyse financière et économique sur 800 000 entreprises françaises (informations générales, comptes sociaux et comptes consolidés sur 5 ans). Analyse financière, analyse comparative et graphique (accès par Internet).

Euromonitor's Global Market Information Database

(Euroonitor)

Base de données, à l'échelle mondiale, sur l'environnement économique, les produits de grande consommation et les entreprises : indicateurs macroéconomiques, données marketing, statistiques de consommation, études de marché, parts de marché des entreprises, données sur les sources d'information (accès par Internet).

Kompass Europe

(Kompass)

Informations marketing sur plus de 350 000 entreprises (business to business) de 12 pays européens (Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne, Italie, Suède...). Nomenclature d'activités très pointue (38 000 produits et services).

Kompass France

(Kompass)

Informations marketing sur 120 000 entreprises françaises de l'industrie et des services (business to business). Nomenclature d'activités très pointue (38 000 produits et services).

Orbis (portail d'accès)

(Bureau Van Dijk)
 Portail d'accès à de nombreuses bases de données financières (Diane, Amadeus, Ouiris, Zéphyr, Bankscope...)
 Informations financières sur 10 millions d'entreprises dans le monde, dont 8 millions d'européennes et 900 000 françaises (y compris Dom-Tom) (accès par Internet).
Ouiris (voir portail Orbis)
 (Bureau Van Dijk)
Informations générales et rapports financiers de 22 000 sociétés cotées, 1 400 banques et 200 compagnies d'assurances de plus de 90 pays (dont 8 000 sociétés américaines) (accès par Internet).
Répertoire des annuaires professionnels français
 (Chambre de commerce et d'industrie de Paris - Infomédiathèque)
 Conçu par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, il recense environ 1 200 annuaires, principalement des annuaires sectoriels ou d'organisations professionnelles. Fournit une description rapide de l'annuaire, son prix ainsi que les coordonnées de l'éditeur (accès par Internet).
Signets de l'Infomédiathèque
 (Chambre de commerce et d'industrie de Paris - Infomédiathèque)
 Sélection de sites professionnels établie par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris sur les secteurs d'activités (agroalimentaire, industrie, services, communication, etc.), les pays étrangers, les syndicats professionnels, les annuaires et salons professionnels. Complétée par divers portails et moteurs de recherche (accès par Internet).
XERFI - Secteurs 700 (France et Eurodata)
 (XERFI)
Études de marché sur 450 secteurs d'activité français (industrie, commerce, services, activités financières) : marché, commerce extérieur, structure et concurrence, sociétés leaders... Analyse des grands marchés européens (Allemagne, Espagne, Italie, Royaume-Uni) (accès par Internet).

PRESSE D'INFORMATION GENERALE

Europresse
 (CEDROM-SN)
 Presse française et canadienne en texte intégral, dont : "Le Monde", "Libération", "Les Echos", "La Croix", "L'Humanité", "L'Express", "Le Point", "Le Monde diplomatique", "Le Soir" (Bruxelles), "La Tribune" (accès par Internet ; mise à jour quotidienne).
International Herald Tribune
 (Primary Source Media)
 Édition en texte intégral de l'"International Herald Tribune" (1994-1998).
Le Monde (voir Europresse)
Le Monde diplomatique
 (Le Monde diplomatique)
 Texte intégral sur 15 ans des articles, reportages, tableaux, cartes, dossiers, séries, et suppléments thématiques ; recherche possible à partir de 15 clés de recherche différentes (1984-1998).
Libération (voir Europresse)
The New York Times
 (ProQuest Information and Learning)
 Texte intégral du "New York Times" (1992-).
Times and Sunday Times
 (Chandosweb-Healey)
 Texte intégral de l'ensemble des articles (1990-).
Times digital archives
 0

PRESSE ECONOMIQUE

Financial Times
 (Financial Times/ProQuest Information and Learning)
 Texte intégral (texte seulement) des articles (1988- ; à partir de 1990, accès par Internet).
La Tribune (voir Europresse)
Les Echos (voir Europresse)
Wall Street Journal
 (ProQuest Information and Learning)
 Texte intégral des articles depuis 1984. Plusieurs possibilités de recherche : par mot du titre, du sujet, par nom

propre, par nom d'entreprise, par nom de produit, par nom géographique, par date de publication du journal (accès par Internet ; mise à jour quotidienne ; 1984-).

PUBLICATIONS OFFICIELLES

Eurostat

(ILL)

Traités, règlements, directives, décisions publiés au J. O. des Communautés européennes ; mesures nationales, conventions internationales, jurisprudence de la Cour de justice, questions parlementaires (1952-)

GPO ou SilverPlatter

(SilverPlatter)

Références bibliographiques des documents publiés par le Government Printing Office des États-Unis (1976-).

Hansard

(The Stationery Office/Chandosych-Healey)

Texte intégral des travaux de la Chambre des Communes britannique : débats, questions écrites et orales. Comprend aussi des informations biographiques sur les députés, ainsi qu'un index matière (1998/99-).

Index des "Parliamentary Papers" de la Chambre des communes du Royaume-Uni : projets de lois, rapports des comités et rapports officiels utiles aux travaux de la Chambre "Index to the House of Commons Parliamentary Papers" (1991-).

Journal officiel : lois et décrets

(Direction des journaux officiels)

Permet de retrouver une référence assortie de son numéro de page à partir d'un thème, d'un mot, d'une expression, ou d'une date (1947-).

Juridique Lois et règlements

(Edinova Lamy)

Texte intégral de tous les textes publiés au "Journal officiel : lois et décrets" depuis 1980 à l'exception des textes nominatifs, ainsi que dans 14 bulletins officiels ministériels (1980-).

UKOP online (Catalogue of United Kingdom Official Publications)

(The Stationery Office/Chandosych-Healey)

Références bibliographiques des publications officielles du Royaume-Uni (accès par Internet ; 1980-).

UNBIS Plus

(United Nations/Chandosych-Healey)

Large choix de références bibliographiques de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que les grands documents (résolutions, traités, votes, discours, pour la plupart en texte intégral) (1998-).

Yearbook of international organizations

(Union of International Associations)

Annuaire d'organisations internationales à but non lucratif, non-gouvernementales et intergouvernementales, de tout type, dans tous les domaines d'activité. Donne pour chacune un descriptif aussi complet que possible (adresse, lien vers le site Internet, noms des responsables, historique, buts, structures, activités, événements, publications) et de brèves notices biographiques de leurs responsables. La recherche par sujet est possible (accès par Internet).

SCIENCE POLITIQUE

ABC Political Science

Références d'articles publiés dans plus de 300 périodiques depuis 1984. Couvre notamment la vie politique, les faits de société, les études sur la paix, le terrorisme (1984-2001).

Administrat

(Transactive)

Références bibliographiques de publications françaises et étrangères relatives aux administrations et aux entreprises publiques : articles de périodiques, monographies, travaux universitaires, notes de colloques, rapports, documentation administrative interne.

International Political Science Abstracts (IPSA)

(International Political Science Association/SilverPlatter)

Résumés publiés depuis 1989, dans les principaux périodiques du monde entier, y compris les annuaires, en science politique, droit public et relations internationales (1989-).

KnowEurope

(Chandosych-Healey)

Informations sur l'Europe (données récentes, institutions, législation, politiques, biographies). Documents en texte intégral, sélection de plus de 1 200 sites, références bibliographiques (accès par Internet).

PAIS International

(*OCLC Public Affairs Information Service/OCLC*)

Bibliographie couvrant les principaux aspects des politiques publiques et sociales (accès par Internet ; 1972-).

Politique et société

(*La Documentation française*)

300 000 textes et références sur la vie politique et les faits de société en France, de janvier 1981 à mai 1995, avec les listes des gouvernements et les organigrammes politiques et syndicaux.

Worldwide Political Science Abstracts

(*Cambridge Scientific Abstracts*)

Références et résumés d'articles en science politique et dans les domaines voisins : relations internationales, droit,... (accès par Internet ; 1975-).

Janvier 2004

Périodiques sur le monde de l'entreprise
Liste thématique
salle D - mezzanine, espace PRISME (sauf indication contraire)

Périodiques généraux

Actualité UIMM
AGEFI
Alternatives économiques * (salle D - Economie)
Artisans mag
Associations mode d'emploi
Baron's
Bulletins trimestriels IEDOM et IEOM
Capital *
Challenges *
Défis *
Direction et gestion des entreprises * (salle D - Economie)
Dirigeant (salle D - Economie)
(Les) Échos (salle A et Europepress)
Enjeux Ile-de-France (CROCIS) *
Enjeux Les Échos * (Europepress)
Entreprendre
(L') Entreprise * (Europepress)
Entreprises et histoire * (salle D - Economie)
(L') Expansion * (Europepress)
Expansion management review * (salle D - Economie)
Finances magazine. Le guide pratique de votre argent *
Forbes Global (BSP)
Fortune International * (BSP)
Gérer et comprendre * (salle D - Economie)
Harvard Business Review (salle D - Economie
et BSP)
Harvard L'Expansion (salle D - Economie)
Industries (Minefi) * (salle D - Publications Officielles)
Informations entreprise *
Initiatives Magazine
Intérêts Privés
Investir *
Investir Magazine *
Journal des Finances *
(La) Lettre de l'Expansion
Management *
Management Today (BSP)
(Le) Monde (salle A et Europepress)
(Le) Monde des entreprises commerciales, artisanales
et de services * (salle D - Publications Officielles)
Moniteur fiscal + social
(Le) Nouveau Courrier (CCIP) *
Nouvel économiste (salle A)
Option Finance *
(Le) Particulier
Réalités industrielles * (salle D - Economie)
Rebondir
Repreneur
(Le) Revenu (hebdo et mensuel)

Revue française de gestion * (salle D - Economie)
SESSI - Le 4 pages * (salle D - Pub. Officielles)
(La) Tribune (salle A et Europepress)
(L') Usine Nouvelle *
(La) Vie Financière * (Europepress)

Revue bancaires et d'organismes d'études économiques

BNP / Paribas - Conjoncture, Taux, Change
CCF - L'économie française
CCF - Zone Euro
CDC - Étude (Marchés émergents)
CDC - Flash (Marchés émergents)
CDC - La Lettre économique de la Caisse des dépôts
CDC - Risques émergents
CDC - Zones émergentes
Crédit Agricole - Horizons bancaires * (salle D - Economie)
Crédit Lyonnais - France secteurs
Euronext - Bourse Information
Euronext - Go
Indicateurs (COE) *
Lettre mensuelle de conjoncture (COE) *
Multidevises (Natexis)
Société Générale - France Analyse mensuelle

Périodiques sectoriels**Agriculture et industries agroalimentaires**

AGIA Alimentation *
AGIA - le mensuel
Agra Industrie
Agreste * (salle D - Publications Officielles)
Agricultures (salle C)
BiMA (Ministère de l'agriculture) * (salle D - Pub. Officielles)
Bulletin de l'OIV * (salle C)
Industries agro-alimentaires (salle C)
Industries alimentaires et agricoles (salle C)
Information agricole (FNSEA) *
RIA. Revue de l'industrie agro-alimentaire *

Industries extractives et énergétiques

Gaz d'aujourd'hui (salle C)
Mining Journal
Mining Magazine
(The) Oil and gas journal (salle C)
Pétrole et Gaz Informations
Petroleum Economist (french edition)
Revue de l'Énergie

* titres déposés dans la base Delphis

 également en périodique électronique ou sur des bases en ligne

<p>Industrie textile, habillement, cuir CTCOE - Distri bilan CTCOE - Lettre Filière maille * (salle C) (L') Industrie textile * (salle C) Journal du textile * Textile Outlook International *</p> <p>Bois, Papier, Emballages, Imprimerie (Le) Bois national édition charpente, menuiserie, meuble * (Le) Bois national. édition scierie, exploitation forestière * Caractère * Emballages magazine * Industries graphiques Revue du Papier Carton *</p> <p>Industrie chimique et pharmaceutique Biofutur * (salle C) Caoutchoucs & plastiques (salle C) Chemical Week (éd internationale) (B BSP) Chimie Hebdo Cosmétique Magazine * ECN European Chemical News (B BSP) Info Chimie magazine * (salle C) Parfums cosmétiques actualités * SCRIP - Magazine & World Pharmaceutical News</p> <p>Métallurgie et travail des métaux Metal Bulletin Monthly *</p> <p>Industries électriques et électroniques Electronic Business (B BSP) Électronique International Hebdo * Industry Week (salle C)</p> <p>Matériel de transport Air & Cosmos, Aviation Magazine International * Aviation Week & Space Technology (B BSP) Interavia business and technology (B BSP) Journal de l'automobile * Vehicle News</p> <p>Autres industries manufacturières Offrir International. Arts et cadeaux pour la maison* Table et cadeau *</p> <p>Bâtiment, Génie civil Bulletin européen du Monteur (Le) Moniteur des travaux publics et du bâtiment *</p>	<p>Commerce, Distribution Action commerciale * Commerce magazine * Franchise magazine * Linéaires * LSA - Journal de la grande distribution * Points de vente * Que choisir (salle A) 60 millions de consommateurs * (salle A)</p> <p>Hôtellerie, Tourisme, Restauration (Le) Cahiers Espaces * (L') Echo touristique * Espaces, Tourisme, Loisirs, Environnement * Gazette officielle du tourisme * HTR - Hotel, Tourism & Restaurant Industry * Néorestauration * Travel & Tourism Analyst Travel Industry Monitor TTI Country Reports</p> <p>Transport et logistique ITA Press Journal de la logistique, Journal de la marine marchande et du transport multimodal * Logistiques magazine * (L') Officiel des Transporteurs * Revue de la Navigation, Ports et Industries * Revue générale des chemins de fer * (salle C) Revue générale des routes (salle C) Transports * Transports actualités *</p> <p>Postes et Télécommunications O1 réseaux * (salle C) Lettre des Télécommunications Réseaux et Télécoms Telecom Markets</p> <p>Finance, comptabilité Actions Banque magazine * (salle D - Economie) Banque stratégie * (salle D - Economie) (La) Cote alphabétique de toutes les valeurs cotées Economie et comptabilité (salle D - Economie) Épargne et Finance * Euromoney (salle D - Economie et B BSP) Finance * (salle D - Economie) Fusions et acquisitions * Institutions européennes et finance (salle D - Economie) Management et finance * (salle D - Economie) (La) Profession comptable Revue du financier * (salle D - Economie) Revue fiduciaire comptable (salle D - Economie) Revue française de comptabilité * (salle D - Economie)</p>
* titres déposés dans la base Delphes	☒ également en périodique électronique ou sur des bases en ligne

<p>Assurance (L) ARGUS de l'assurance (La) Tribune de l'assurance * (salle D - Droit)</p> <p>Immobilier Etudes foncières ☐ (L) Observateur de l'immobilier Réflexions immobilières *</p> <p>Activités Informatiques et Internet 01 Informatique * (salle C et ☐) Décision Micro et Réseaux Internet professionnel * (salle C) (Le) Monde Informatique * Stratégie internet *</p> <p>Publicité, Communication, Marketing Advertising age (☐ BSP) CB News - Communication & Business * Communications & Stratégies (salle E) Marketing direct * Marketing magazine * Prodimarques - La revue des marques * RAM Recherche et applications en marketing * (salle D - Economie) Revue française de marketing * (salle D - Economie) Stratégies *</p> <p>Ingénierie, études techniques, contrôle Bulletin Officiel de la propriété industrielle (salle D - Publications Officielles) Enjeux (AFNOR) * (salle C) Propriété Industrielle - Bulletin documentaire (salle D - Publications Officielles) Qualifique (salle C) Qualité en mouvement * (salle C)</p> <p>Relations humaines, Emploi Courrier cadres * Entreprise et Carrières Liaisons sociales magazine * Liaisons sociales (quotidien) * (salle D - Droit) Personnel (ANDCP) * (salle D - Economie) RF Social * Social Pratique Travail et emploi * (salle D - Economie)</p> <p>Services divers aux entreprises Lettre du conseil Maintenance & entreprise * (salle C) Veille</p> <p>Administration Publique (La) Gazette des Communes, des Départements, des Régions ☐</p>	<p>Enseignement, Formation Actualité de la Formation permanente * BREF (CEREQ) * (salle D - Economie) Entreprises Formation * Fiches pratiques de la formation continue Formation-Emploi (CEREQ) * (salle D - Economie) Info Flash</p> <p>Santé, Action Sociale (Le) Journal de l'action sociale</p> <p>Environnement Environnement Magazine (☐ Europe) * Recyclage récupération magazine</p> <p>Audiovisuel, Médias CNC Info * (salle B) Dossiers de l'audiovisuel (salle B) Ecran total * (salle B) (Le) Film français (salle B) Journal du multimédia (salle B) (La) Lettre du CSA (salle B) Multimédia Hebdo (salle B) (Le) Photographe (salle B)</p> <p>Sport, Loisirs (La) Lettre de l'économie du sport Revue juridique et économique du sport * (salle D - Droit) Sport Eco * Sport, Finance & Marketing</p> <p>Marchés internationaux ACCOMEX Actualités du commerce extérieur * ☐ Actualités réglementaires (CFCE) Cahiers juridiques et fiscaux de l'export. * (salle D - Droit) Country Reports (EIU) Country Profiles (EIU) (☐ BSP) Economie internationale (CEPII) * (salle D - Economie) International Risk and Payment Review Marchés Tropicaux et Méditerranéens * Market Research International * (☐ voir Euromonitor) MOCI - Moniteur du Commerce International * Nord - Sud Export * World Commodity Forecasts. Food, Feedstuffs & Beverages World Commodity Forecasts. Industrial Raw Materials World Commodity Markets Monthly</p>
* titres dépeçés dans la base Delphis	☐ également en périodique électronique ou sur des bases en ligne

Europe

Business Eastern Europe
 Consumer Goods Intelligence *
 Europe latine - Marchés & Affaires *
 European economic review (sauf D - Economie)
 European Retail *
 Market Research Europe * (voir Euromonitor)
 UK Retail Briefing *

Asie

Asia Monitor, China and North Asia (B BSP)
 Asia Monitor, South East Asia (B BSP)
 Asiamoney (B BSP)
 Business Asia
 Business Indochina
 China business review (B BSP)
 Far Eastern economic Review (sauf D - Economie
 et B BSP)
 France - Japon Eco *
 (Le) Japon à la page *
 Journal of Japanese Trade & Industry

Moyen Orient

Business Middle East
 MEED Middle East Economic Digest (sauf D -
 Economie et B BSP)
 Middle East Business Intelligence
 Middle East Monitor, East Med (B BSP)
 Middle East Monitor, The Gulf (B BSP)

Afrique

African Business (B BSP)
 Afrique Express
 Business Africa
 Economica
 Jeune Afrique économie * (sauf D - Economie)
 Maghreb sélection
 Marchés africains
 Marchés arabes
 REFA ; revue des échanges franco-arabes *

Amérique latine

Business Latin America
 Caribbean update
 Latin American Economy and Business
 LatinFinance
 Marchés Latino-américains

Bases de données dépouillant des publications périodiques

(en consultation sur les postes d'accès aux ressources électroniques)

Delphis (CCI)	Presse professionnelle française et régionale (700 titres) 1980 -> références d'articles et résumés
Europresse	Presse française et fils de presse Les Echos, Le Tribune, Le Monde, FR Line... texte intégral
Business Source Premier (BSP)	Revues en langue anglaise (4 300 titres) 1922 -> texte intégral de 3 500 titres
Business Reference Suite	Revues en majorité anglo-saxonnes (1 400 titres) références, résumés et texte intégral (70 %)
Proquest European Business	Revues en finance et gestion sur l'Europe (110 titres) 1971 -> texte intégral

Département droit, économie, politique
 Pôle de Ressources et d'Information sur le Monde de l'Entreprise
 mai 2004

* titres dépouillés dans la base Delphis

B également en périodique électronique ou sur des bases en ligne



Bibliothèque nationale de France
département droit, économie, politique

Périodiques en économie et gestion
Liste thématique
salle D

Sciences économiques : généralités et recherche

(L.) Actualité économique **
Alternatives économiques *
(The) American economic review @ **
Cahiers d'économie et sociologie rurales **
Cahiers d'économie politique **
Comparative economic studies **
Contemporary economic policy @ **
Contributions to political economy @ **
Courrier des statistiques
Economic and industrial democracy @ **
Economics and politics @ **
Économie appliquée **
Économie et humanisme
Économie et politique
Économie et prévision **
Économie et statistique
(L.) Économie politique
Economies et sociétés *, **
European economic review @ **
European journal of political economy @ **
Géoeconomie
IMF staff papers @ **
Innovations
International journal of forecasting @ **
Issues
Journal of comparative economics @ **
Journal of economic literature @ **
Journal of economic perspectives @ **
Lettre de l'OFCE @
New political economy **
Population et sociétés @
Problèmes économiques *
Revue d'économie politique @ **
Revue de REECCODE *
Revue économique **
Revue économique de l'OCDE
Revue française d'économie **
Société *

Études par aires géographiques

Africa development / Afrique et développement
Africa research bulletin : economic, financial
and technical series @
Bulletin du CODESRIA
Économie européenne / European economy @
European access

Far eastern economic review

Japan and the world economy @ **

Japon économie et société *

Jeune Afrique économie *

Journal of African economies @ **

Journal of Common Market studies **

MEED Middle East economic digest

Post-communist economies **

Post-Soviet affairs **

Reflets et perspectives de la vie économique

Revue de l'économie méditerranéenne

Travail et emploi

BREF : bulletin de recherches sur l'emploi et

la formation @ *

Formation - Emploi *

International journal of training and development

Lettre de l'IREC @

Revue de l'IREC @

Travail et emploi *

Finance

Analyse financière *

Banque *

Banque stratégie

Euromoney

European journal of finance

Finance *, **

Finances & développement **

Horizons bancaires *

Revue d'économie financière **

Revue du financier *

Risques

Savings and development

Économie internationale

Chronique internationale de l'IREC @

Consensus forecasts

Economic outlook @

Economic policy @ **

Économie internationale @ *

Journal of international economics @ **

Lettre du CEPII @

Observateur de l'OCDE @ *

Revue d'économie régionale et urbaine **

Revue de l'OFCE *, **

Weltwirtschaft

* titres dépouillés dans la base Delphis

** titres dépouillés dans la base Econlit

@ également disponible en version électronique (poste Renet)

Secteurs productifs

Computer business review
 Economie rurale
 Entreprises et histoire *
 Réalités industrielles *
 Research policy @
 Revue d'économie industrielle *,**
 STI revue *

Economie du développement

Cahier du GEMDEV
 Development @**
 Journal of development studies **
 Mondes en développement
 Revue d'économie du développement **

Comptabilité

Economie et comptabilité
 Revue fiduciaire comptable
 Revue française de comptabilité *

Gestion

Alternatives économiques *
 Annals of public and cooperative economics @**
 Direction et gestion des entreprises *
 Dirigeant
 Expansion management review *
 European business forum
 Finance, contrôle, stratégie **
 Gérer et comprendre *
 Harvard business review
 Humanisme et entreprise
 MIT - Sloan management review **
 Non marchand. Management, droit, finance *
 Personnel *,***
 Politiques et management public *
 Problèmes économiques *
 Réalités industrielles - Annales des Mines *
 Recherche et applications en marketing *
 Revue de gestion des ressources humaines *
 Revue économique et sociale
 Revue française de gestion *,**
 Revue française de gestion industrielle *
 Revue française de marketing *
 Strategic management journal

Bases de données dépouillant des publications périodiques
 (accessibles sur les postes d'accès aux ressources électroniques - Renet)

Business Source Premier	Revue en langue anglaise (4300 titres) texte intégral de 3500 titres 1922-->
Delphes (CCI)	Presse économique française (700 titres) références d'articles et résumés 1980-->
Econlit	Publications issues de la recherche en économie Accès au texte intégral des références dans Business Source Premier 1969-->
Proquest European Business	Revue en finance et gestion sur l'Europe texte intégral de 110 titres 1971-->

Ne figurent pas dans cette liste les titres qui ne sont disponibles dans la salle D que sous forme électronique. Par ailleurs, la base de données **Business Reference Suite** permet d'accéder au texte intégral d'articles dans 1400 titres environ à partir d'une recherche par sujet.

Département droit, économie, politique
juin 2004

* titres dépouillés dans la base Delphes

** titres dépouillés dans la base Econlit

@ également disponible en version électronique (poste Renet)